

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

JEUDI 08 MARS 2007

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 08 MAART 2007

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 19 par M. Herman De Croo, président.

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance: M. André Flahaut

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Devoirs de mandat : Johan Vande Lanotte

Raisons de santé : Karine Lalieux

Raisons familiales : Marie Nagy

À l'étranger : Simonne Creyf

Gouvernement fédéral

Guy Verhofstadt, premier ministre : Sommet européen (Bruxelles)

Armand De Decker, ministre de la Coopération au développement : en mission à l'étranger

Gisèle Mandaïla Malamba, secrétaire d'État aux Familles et aux Personnes handicapées : en mission à l'étranger (États-Unis)

Questions**01 Questions jointes de**

- Mme Hilde Vautmans au ministre de la Défense sur "les casques bleus décédés et blessés au Liban" (n° P1821)

- M. Philippe Monfils au ministre de la Défense sur "les casques bleus décédés et blessés au Liban" (n° P1822)

01.01 Philippe Monfils (MR) : Un décès est toujours tragique mais est encore plus attristant quand il s'agit de militaires qui avaient choisi de participer à des opérations de maintien ou de rétablissement de la paix. Un accident a coûté la vie à deux militaires belges au Liban.

Que s'est-il passé ? Où s'est produit l'accident ? La sortie de route a-t-elle été provoquée par une erreur humaine ou par une défaillance technique ? De quel type de véhicule s'agissait-il ?

Deux militaires ont également été blessés, dont un grièvement. L'hôpital qui les accueille est-il bien équipé ? Les blessés seront-ils également rapatriés ?

Enfin, quelles dispositions ont été prises pour rendre hommage aux victimes ?

01.02 André Flahaut, ministre (*en français*) : En ces moments difficiles, mes premières pensées vont aux familles des deux militaires qui ont perdu la vie. Nous leur présentons nos condoléances. Nous exprimons également notre soutien aux proches des deux blessés. Par ailleurs, un texte de soutien et d'encouragement

a été envoyé aux militaires déployés au Liban et au personnel de la Défense.

Le 7 mars à 14 h 30, heure belge, le véhicule blindé a été découvert à trente-cinq kilomètres environ de Tibnin. Le centre opérationnel de la Défense a été informé à 14 h 45, et un communiqué a été diffusé à 15 h 45. Nous regrettons que l'information ait été communiquée à la presse avant que les familles des victimes aient été contactées.

Les deux blessés ont été hélicoptérés vers l'hôpital universitaire libanais de Saïda, un hôpital de rôle 3. Les corps des deux militaires décédés ont été transportés à Saïda par la route.

Un médecin du détachement de Tibnin a été envoyé sur place pour assister ses collègues libanais, examiner les possibilités de rapatriement et établir des contacts avec la famille des blessés.

En Belgique, les services sociaux ont été prévenus immédiatement. Ils ont informé les familles et leur ont proposé un soutien psychosocial. Un avion médicalisé est prêt à décoller avec une équipe médicale pour rapatrier les blessés. Des dispositions ont été prises également pour assurer le rapatriement des corps des militaires décédés.

Une enquête sera menée en coordination avec les autorités locales et avec la force intérimaire renforcée des Nations unies au Liban (Unifil). Une enquête interne a également été diligentée et les drapeaux ont été mis en berne dans les quartiers militaires.

L'accident s'est produit lors d'une mission de reconnaissance pour tester la couverture radio en vue d'opérations futures de déminage et de génie.

Les deux militaires décédés sont le premier caporal-chef De Backer et l'adjudant-major Pauwels. Les blessés sont le premier caporal-chef Bergen et le sous-lieutenant Vanderstraeten.

Les deux blessés ont subi une intervention chirurgicale. L'état de santé du sous-lieutenant Vanderstraeten est stable, mais celui du premier caporal-chef Bergen est très critique. Des dispositions ont été prises pour que des proches des blessés qui en ont exprimé le souhait puissent se rendre à l'hôpital de Saïda.

Un Airbus a décollé ce matin de Melsbroek. Il rapatriera les militaires décédés. Ce soir, après une brève cérémonie, les corps iront à l'hôpital de Neder-over-Heembeek pour les besoins de l'enquête, puis seront rendus aux familles.

L'équipe chargée de l'enquête est partie ce matin. Elle est composée de deux policiers fédéraux, du directeur général d'appui juridique et médiation du ministère ainsi que de trois spécialistes militaires.

01.03 Philippe Monfils (MR) : Je vous prie de transmettre les conclusions des experts à la commission de la Défense.

Dans l'immédiat, il reste à apporter aux familles l'aide psychologique nécessaire. Je sais que vous y veillerez.

L'incident est clos.

02 Journée internationale de la femme et accueil de Mme Nawal el Saadawi

Le **président** : Nous célébrons aujourd'hui la journée internationale de la femme, qui a été officialisée par les Nations Unies en 1978. Cette journée constitue l'occasion de faire le bilan des progrès accomplis en matière

d'égalité des chances entre hommes et femmes.

Dans la presse, j'ai lu un article sur le « *Gender Equity Index* ». Cet index est basé sur des statistiques de l'UNDP et compare les taux d'alphabétisation, d'enseignement, les statuts professionnels ainsi que la représentation hommes - femmes dans la politique.

La Belgique occupe la 23^e place dans cet index.

Ce classement n'est ni bon ni mauvais. Un pays pauvre comme le Rwanda occupe la troisième place et affiche donc un bien meilleur résultat. Si de nombreuses étapes ont déjà été franchies, il reste néanmoins encore beaucoup à faire. Ainsi, les femmes sont encore trop souvent victimes de violences. Elles sont également toujours sous-représentées dans les organes exécutifs et elles participent encore trop peu au pouvoir politique, y compris dans notre pays.

À l'occasion de la journée de la femme, nous accueillons aujourd'hui Mme Nawal el Saadawi au sein de cette Assemblée. (*Applaudissements sur tous les bancs*) Mme el Saadawi est une femme écrivain connue et une combattante des droits de la femme. Ses nombreux ouvrages ont été traduits dans plus de trente langues et constituent souvent un plaidoyer pour la promotion des droits des femmes vivant dans des conditions difficiles. Elle mène un combat permanent contre le fondamentalisme sous toutes ses formes. Elle a eu aujourd'hui ces mots magnifiques : « *Hope is power* ». (*Applaudissements*)

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- **M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le projet Phenix" (n° P1807)**
- **M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le projet Phenix" (n° P1808)**
- **M. Dylan Casaer à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le projet Phenix" (n° P1809)**
- **M. Jean-Marc Nollet à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le projet Phenix" (n° P1810)**
- **Mme Marie-Christine Marghem à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le projet Phenix" (n° P1811)**

03.01 Tony Van Parys (CD&V) : La journée d'hier est à marquer d'une pierre noire pour la Justice : le projet Phénix n'est plus. On nous avait pourtant promis qu'il permettrait une informatisation complète de la Justice pour la fin de la législature. Six années se sont écoulées, 12 millions d'euros ont été investis et le résultat est nul.

Que faire à présent ? Tous les projets pilotes ont échoué et nous devons donc en revenir à l'ancien système, dans lequel il n'est plus investi depuis déjà six ans. Comment la ministre de la Justice compte-t-elle opérationnaliser à nouveau la Justice ? La ministre devra faire appel à d'autres partenaires, de nouvelles adjudications seront nécessaires et Unisys tentera probablement des procédures.

Que compte faire la ministre pour continuer à assurer le fonctionnement de la Justice ?

03.02 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Cette ministre n'entrera pas dans l'histoire comme celle qui a remis la justice sur les rails. Après d'autres échecs retentissants dans les domaines de l'exécution des peines, de la politique pénitentiaire, de la réforme de la magistrature, etc., voilà que le projet Phénix capote à son tour. Ce revers contraste singulièrement avec les déclarations que la ministre a pu faire ces dernières années. Il y a trois mois à peine, elle estimait qu'il ne fallait pas dramatiser la situation.

La ministre n'impute que trop facilement la responsabilité de la situation à l'entreprise. L'échec de deux projets pilotes constitue pourtant un signal évident. Pourquoi la ministre a-t-elle laissé s'écouler un an et demi entre les deux projets pilotes ? Pourquoi, après le deuxième échec, a-t-elle encore tergiversé trois mois ? Que pense-t-elle du reproche que lui fait l'entreprise de n'avoir pas créé l'assise nécessaire à l'automatisation ni les conditions périphériques d'une bonne coopération ? Que compte-t-elle faire pour que la justice soit enfin informatisée ?

03.03 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Il est important que la Justice se modernise. Or, il y a encore énormément de choses à faire au sein du département sur le plan de l'informatisation. Il n'est pas possible de travailler efficacement avec 13 systèmes différents. Je ne désire cependant pas jouer les grands inquisiteurs, car il est probable qu'un mauvais tournant a déjà été pris en 2001 en ne prévoyant aucune garantie suffisante lorsque le contrat a été conclu. Aux dires de certains, la société Unisys n'avait déjà pas tout à fait compris à l'époque les besoins de la Justice en la matière et n'avait pas sondé les besoins précis sur le terrain.

Comment la ministre a-t-elle l'intention de réagir en ce qui concerne le contrat avec Unisys et le dommage subi par l'État et par nous tous ? Quelles sont les conséquences sur le terrain ? En ce qui concerne les tribunaux de l'application des peines et le règlement collectif de dettes, nous avons besoin d'urgence d'un système informatique performant pour permettre le bon fonctionnement de ces projets et innovations. Que va entreprendre la ministre dans un avenir proche ?

03.04 Jean-Marc Nollet (ECOLO) : Je m'inquiète, comme mes collègues, des conséquences dramatiques sur le calendrier de la modernisation des services de la Justice liées à la rupture de contrat dans le cadre du projet Phenix. Vous avez longtemps reporté la décision mais la fin de la législature vous accule à la prendre enfin.

Quels montants ont-ils déjà été investis dans ce projet ? Qu'a-t-on fait pour récupérer ce projet ? Pourquoi avoir tant attendu pour prendre cette décision, alors que des signaux apparaissaient déjà clairement en ce sens dès 2004 ? Quelles mesures mettrez-vous en œuvre pour rattraper le retard pris et faire fonctionner ce département ?

03.05 Marie-Christine Marghem (MR) : En cette journée de la femme, nous allons nous comprendre ! Nos inquiétudes quant à ce projet ont été maintes fois répétées en commission Phenix. Le 1^{er} février, vous répondiez encore à un collègue que le système était opérationnel.

Aujourd'hui, nous lisons dans la presse que vous avez rejeté ce système malgré les propositions constructives émises par Unisys.

Quelles mesures de remédiation comptez-vous prendre pour répondre au besoin urgent d'informatisation des services judiciaires ?

Quel coût ce dédit de marché, sans doute pour en conclure un autre, entraînera-t-il ?

03.06 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Ce dossier risquant d'avoir des suites judiciaires, vous comprendrez que je m'en tienne ici à l'essentiel et à la lecture de ma réponse écrite.

J'ai adressé hier à Unisys un courrier l'informant de la décision du gouvernement de rompre le contrat d'informatisation du département de la Justice, rupture qui suit logiquement la procédure de conciliation débutée en janvier. Nous avons établi le rapport complet de nos griefs mais la réponse reçue de la part de la firme est entièrement insatisfaisante. Cette rupture était devenue inévitable étant donnés les retards accumulés et le manque de qualité des prestations fournies. Alors que les premières applications devaient être livrées fin 2004, elles ne l'ont pas été sauf une, mais qui est inutilisable. Si le contrat initial avait été respecté, la Justice serait presque entièrement informatisée à l'heure qu'il est.

Phenix était un projet unique au monde, mais Unisys s'est révélée incapable de le réaliser.

Le premier site pilote, lancé à Turnhout en avril 2005, est un échec. Après une visite des représentants américains de la firme, une remédiation, validée par Fedict, est mise sur pied, et la firme renforce ses équipes. Un avenant est conclu en octobre 2005.

Il ne fallait pas rompre le contrat plus tôt, car nous devions d'abord tout mettre en œuvre pour faire réussir ce projet — ce que nous avons fait, en bon père de famille et sur les conseils de Fedict.

Aucune facture n'a été payée depuis décembre 2004.

Mais à l'automne 2006, c'en est trop : nouveaux retards, inadéquation de l'application pour le règlement collectif de dettes, réduction progressive des équipes et rotation permanente des chefs de projet d'Unisys.

(En néerlandais) La gestion de Phénix a été confiée à un comité de pilotage, composé du président du SPF Justice, du président de la Cour de cassation et du directeur de ma cellule stratégique. Ce comité a rapidement été renforcé par un représentant de Fedict. En décembre 2004, un expert de Fedict a été désigné en tant que chef de projet pour la Justice. Dès l'apparition des premiers signaux inquiétants, le SPF a également fait appel à un cabinet d'avocats spécialisé.

Depuis le mois de décembre 2004, le département de la Justice n'a plus honoré aucune facture. Depuis 2001, les factures liquidées ont représenté un total de 9 millions d'euros, dont 6,7 millions au cours de la précédente législature. Il s'agit d'un des éléments de l'indemnisation que l'État réclamera, outre les milliers d'heures de travail consacrées à ce projet par les magistrats, le personnel des greffes et les fonctionnaires, le préjudice moral et le préjudice causé par le retard.

(En français) Pour ce qui concerne l'avenir, je rappelle les investissements, le travail et l'expérience acquise.

Nous continuons autrement l'informatisation de la Justice. À court terme, nous poursuivrons avec d'autres fournisseurs la modernisation des applications informatiques nécessaires. Le matériel informatique acquis dans le cadre du projet Phenix sera aussi rentabilisé. Le projet Just-Scan et la Banque de jurisprudence en ligne vont aussi se poursuivre.

Je remercie tous ceux – magistrats, greffiers, personnel de parquet, fonctionnaires – qui se sont investis dans ce projet. La décision de rompre le contrat a été prise en accord avec l'Inspection des finances, Fedict, mon administration et l'ordre judiciaire.

03.07 Tony Van Parys (CD&V) : La ministre aurait difficilement pu être plus claire : le projet Phenix est une catastrophe. Ces explications sont en contradiction flagrante avec le ton triomphant adopté il y a quelque temps par le premier ministre pour annoncer la fin de l'hydre que constituaient les treize systèmes informatiques différents du ministère de la Justice.

Car il est trop facile de chercher à faire porter le chapeau à la seule société Unisys. Il est désormais établi que la Justice n'est pas en mesure de gérer et de maîtriser un dossier de cette importance, ni d'en assurer le suivi. Les choses ont mal tourné dès le début, par la signature, contre l'avis de l'inspecteur des Finances d'un mauvais contrat. Une procédure est d'ailleurs toujours en cours en raisons d'irrégularités lors de l'adjudication, dans le cadre de laquelle la demande en dommages-intérêts s'élève à un million d'euros.

Il est par ailleurs incompréhensible que la ministre ait encore négocié un contrat en octobre 2005 avec la même société dont elle affirme aujourd'hui qu'elle est totalement inefficace.

La gestion du département de la Justice est un échec et le Parlement a été trompé. Lors d'une audience sur ce sujet, en juin 2006, il avait encore été dit que les systèmes des justices de paix, des tribunaux de police et du règlement collectif de dettes seraient opérationnels pour la fin de l'année. Or il n'y a encore rien de concret à ce jour. On nous a menés en bateau depuis toujours.

Les deux chevaux de bataille de Mme Onkelinx terminent cette législature bien harassés. Du projet Themis, il

ne reste qu'une commission pour la réforme de la magistrature. Quant au projet Phenix, on croirait assister à un *remake* du sketch de Toon Hermans, *'la mort du pigeon'*. Le bilan de cette législature est dès lors particulièrement négatif.

03.08 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : La ministre n'ajoute en fait rien à ce que nous avons déjà pu lire dans les journaux. Le paiement des factures avait été suspendu dès la fin de 2004. Pourtant, on a encore attendu deux ans avant l'arrêt définitif. Il en a coûté un milliard au contribuable!

Ce qui figurait dans la note de politique du ministre était en contradiction flagrante avec les déclarations qu'elle a faites ces derniers jours. Elle a donc enjolivé la vérité dans le passé. Nous demandons qu'une commission parlementaire épluche scrupuleusement ce dossier.

03.09 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Je veux bien croire que tout a été fait pour sauver ce projet, ne fût-ce que pour préserver la position juridique de l'État. Je ne me sens dès lors pas la vocation d'un grand inquisiteur. J'espère qu'un nouveau projet sera mis en œuvre à bref délai et que les effets en seront perceptibles le plus rapidement possible sur le terrain.

03.10 Jean-Marc Nollet (ECOLO) : Vous déclarez qu'aucune application n'avait été fournie dans les délais. Mais pourquoi avoir attendu si longtemps ? En fait, vous y avez cru aveuglément et aujourd'hui, n'avez plus d'autre solution que de mettre un terme à ce contrat.

À tout le moins, vous devez reconnaître une erreur d'appréciation, qui aura des conséquences graves sur l'informatisation, la modernisation, et la qualité du service de justice attendu par les citoyens.

03.11 Marie-Christine Marghem (MR) : Je vous comprends sur le fond : il est inutile de poursuivre un contrat voué à l'échec. Mais je m'interroge au sujet des marchés publics.

Si j'ai bien compris, ce contrat a été conclu via un appel d'offres mondial. Or, dans tout cahier des charges, sont prévues des indemnités pour retard d'exécution et pour rupture de contrat.

La loi sur les marchés publics est-elle reprise pour trouver un nouvel opérateur ? Continuez-vous à travailler avec les mêmes, sur la base d'une transaction et d'indemnités ? Qu'est-ce que le gouvernement a prévu pour casser ce contrat ? Comment la loi sur les marchés publics est-elle respectée et les indemnités, attribuées ?

03.12 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Nous avons acquis, dans le cadre de Phenix, du matériel que nous allons opérationnaliser. Nous avons rompu la convention avec Unisys, et il faudra un dédommagement. Sur la manière de le faire, les discussions avec Unisys et l'action en justice, je ne vous en dirai pas plus, pour des raisons de sauvegarde des intérêts de l'État.

03.13 Marie-Christine Marghem (MR) : Avec quel nouvel opérateur et comment ?

03.14 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : J'ai répondu mais vous n'avez peut-être pas écouté !

03.15 Marie-Christine Marghem (MR) : Nous vous interrogerons encore à l'avenir.

L'incident est clos.

04 Question de M. Roel Deseyn à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le contrôle des jeux téléphoniques et le respect de l'arrêté royal" (n° P1812)

04.01 Roel Deseyn (CD&V) : Un arrêté royal devrait enfin permettre de réglementer les jeux téléphoniques diffusés à la télévision, où il est recouru à des lignes très onéreuses. Les organisateurs de ces jeux devront désormais avoir obtenu préalablement l'autorisation de la Commission des jeux de hasard, que ce soit ou non sur avis du service des Affaires économiques.

Tous ces jeux font-ils actuellement l'objet d'une telle autorisation? Plus de 160 plaintes ont entre temps été enregistrées par la Commission des jeux de hasard. Celle-ci va-t-elle autoriser tous les jeux téléphoniques ?

04.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : L'arrêté royal n° 335 d'octobre 2006 portant les conditions auxquelles doivent satisfaire les jeux téléphoniques proposés dans le cadre de programmes télévisés est entrée en vigueur le 1^{er} janvier. La Commission des jeux de hasard doit approuver tous les dossiers. Cinq ont été introduits jusqu'à présent et une décision devrait intervenir à leur propos fin avril. La Commission des jeux de hasard pourra désormais dresser procès-verbal si les jeux ne sont pas organisés dans le respect des conditions telles qu'elles ont été définies. Le parquet pourra alors poursuivre.

Bien que nous soyons actuellement en période transitoire, des poursuites sont d'ores et déjà possibles. Je ne possède pas de chiffres sur le nombre de plaintes ni sur les poursuites au niveau du parquet mais je pourrai vous fournir ultérieurement une réponse écrite à ce sujet.

04.03 Roel Deseyn (CD&V) : Il n'y a donc actuellement que cinq plaintes alors que de très nombreux jeux téléphoniques sont proposés. Nombre d'entre eux le sont donc illégalement et je le déplore.

Je ne trouve dans cet arrêté royal aucune mention d'une période transitoire. La ministre n'évoque qu'un procès-verbal en cas de non-respect de certains points, mais elle passe sous silence l'autorisation initiale que doivent détenir les présentateurs. Dans l'intérêt du consommateur, la ministre doit veiller à ce qu'on indique clairement à l'écran le nombre de personnes qui participent. Actuellement, les animateurs jonglent avec les pendules et les totaux avec un manque flagrant de transparence, or il s'agit d'une infraction manifeste par rapport à l'arrêté royal. L'annonce, en fin de jeu, d'une solution qui ne concorde souvent pas avec les données énoncées au début n'est pas non plus conforme aux dispositions de l'arrêté royal. Par ailleurs, dans de nombreux cas, la durée du jeu n'est pas clairement communiquée.

On peut tenter des personnes, mais lorsqu'il s'agit de les abuser, la ministre doit intervenir.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Véronique Salvi au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le fonctionnement du Service des créances alimentaires" (n° P1813)

05.01 Véronique Salvi (cdH) : Le Service des créances alimentaires vient de nous présenter son rapport 2005. Cette publication nous donne l'occasion de dresser un premier bilan. Il en ressort que des problèmes se posent en termes d'information, de plafonnement des revenus pour avoir accès au fonds, et de financement.

Comptez-vous prendre des initiatives en matière d'information et d'accessibilité ? Peut-on imaginer d'abroger le plafonnement ? Imagine-t-on une possibilité de financer ce fonds de manière différente à l'avenir ?

Par ailleurs, il y a des difficultés pour sanctionner le débiteur qui ne rembourse pas les créances avancées. Ne pourrait-on pas imaginer un régime de sanctions ? Envisage-t-on un accès à la Banque-carrefour ?

05.02 Didier Reynders, ministre (*en français*) : La commission des Finances a organisé hier une audition du responsable du Service des créances alimentaires. Je crois qu'il serait intéressant de participer à cette commission, d'y poser vos questions et de tenter d'obtenir des réponses.

Pour ce qui est de l'information, des brochures sont diffusées et, à la demande du rapport d'évaluation, nous allons les diffuser encore plus largement. Des contacts avec la Banque-carrefour permettent d'examiner la manière d'organiser un accès à l'information.

Les modalités et les conditions d'octroi relèvent du débat législatif. Je suis disposé à réexaminer des propositions d'amendement à cet égard, mais il faut qu'une majorité se dégage en leur faveur au Parlement.

05.03 Véronique Salvi (cdH) : Ce n'est pas parce qu'on n'est pas présent physiquement en commission

qu'on ne suit pas l'ensemble des travaux de la Chambre. On pouvait obtenir hier une série de réponses techniques. Mais le débat politique ne pouvait être ouvert qu'en votre présence.

Je suis agréablement surprise d'entendre que vous êtes prêt à réexaminer le dossier. Au cdH, nous avons toujours voulu revenir à l'esprit universel initial de cette loi. Nous serons très heureux de pouvoir y participer de manière politique.

L'incident est clos.

05.04 Pieter De Crem (CD&V) : Il nous faut bien réagir au problème des présences et des absences annoncées des ministres au Parlement. La semaine dernière, on avait annoncé la venue du ministre Reynders qui s'est finalement fait remplacer. Aujourd'hui, le ministre des Finances est présent alors qu'on l'avait annoncé absent. Il incombe au président de veiller à ce que les personnes annoncées présentes ou absentes le soient effectivement. M. Bogaert souhaitait poser des questions à M. Reynders mais s'est abstenu parce que le ministre était censé ne pas venir.

Le **président** : Je comprends qu'on n'introduise pas de demande de question si l'on pense que le ministre sera absent. M. De Crem a raison sur ce point. Toutefois, la présence d'une personne qui avait initialement annoncé son absence devrait constituer une agréable surprise.

05.05 Paul Tant (CD&V) : On peut ainsi assister à son propre enterrement. (*Sourires*)

Le **président** : Je n'ai jamais assisté à un enterrement où cela n'était pas le cas. (*Rires*)

L'incident est clos.

06 Question de M. Melchior Wathelet au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la visite d'Al Gore" (n° P1814)

06.01 Melchior Wathelet (cdH) : Vous vous invitez même aux endroits où vous ne l'êtes pas, notamment lorsqu'on a pris la photo avec le premier ministre et l'ancien vice-président américain, M. Al Gore. À quel titre étiez-vous présent ? Plutôt que de parler des objectifs de Kyoto, ne faudrait-il pas les atteindre ? On a entendu Kyoto Plus mais on n'a toujours rien vu en termes de mesures concrètes. On ne connaît toujours pas l'ordre du jour du Conseil des ministres *extra-muros* des 18-20 mars. Les vice-premières ministres s'étonnent elles-mêmes de ne pas savoir de quoi on va parler. Par ailleurs, le rapport de la Commission européenne pointe du doigt toute une série de mesures à court terme relatives au budget.

Quelles sont les mesures que vous comptez prendre pour atteindre les objectifs de Kyoto ? Que comptez-vous décider pour que ce prochain Conseil *extra-muros* soit une action positive plutôt qu'une action purement médiatique ?

06.02 Didier Reynders, ministre (*en français*) : J'invite M. Wathelet à visiter de temps en temps mon site internet parce qu'il est manifestement très intéressé par mon agenda.

(*En néerlandais*) M. De Crem peut lui aussi consulter mon agenda sur mon site internet.

06.03 Pieter De Crem (CD&V) : En consultant le site internet du ministre, j'y découvrirai peut-être des informations relatives au fonctionnement du ministère des Finances. (*Applaudissements sur les bancs du CD&V*)

06.04 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : M. De Crem peut bien évidemment aussi consulter le site internet du SPF Finances. Depuis la modernisation des Finances, en effet, nous parlons de SPF et non plus de ministère. (*Tumulte*)

06.05 Pieter De Crem (CD&V) : Avec de nombreux 'malfunctionnaires'.

06.06 Didier Reynders, ministre (*en français*) : La semaine dernière, je vous ai averti ne pouvoir être

présent à la Chambre car, avec le ministre des Affaires étrangères et le premier ministre, nous rendions visite au président Poutine et à quelques collègues.

Je rappelle que, lorsqu'une commission organise l'audition d'un fonctionnaire, je laisse le fonctionnaire être auditionné sauf si le Parlement réclame la présence simultanée du ministre.

J'ai reçu ce matin M. Bayrou. Nous l'avons ensuite invité à déjeuner, avec le premier ministre et plusieurs leaders libéraux européens. Faisant partie du Groupe libéral et démocrate européen, il se réunit avec nous avant chaque sommet. J'étais ravi que des personnes d'autres familles politiques nous rejoignent.

M. Al Gore est un ami. Voici trois ou quatre ans, lorsque la Wallonie s'intéressait encore au développement économique, M. Kubla avait invité M. Gore. Nous l'avons reçu à l'université de Louvain-la-Neuve. Quant à la raison de ma présence hier au 16 rue de la Loi, j'y étais pour un comité de concertation. Bien entendu, lorsque je rencontre M. Gore et que le premier ministre me le présente, nous avons parlé du Conseil européen de cet après-midi, auquel sont invités les ministres des Finances - ne m'en veuillez pas si paraissent l'une ou l'autre photo - et qui sera consacré aux changements climatiques, notamment aux mesures fiscales en matière d'énergie.

Il me paraît logique d'en débattre avec celui dont tous les responsables politiques belges tentent de voir le film.

06.07 Melchior Wathelet (cdH) : Ainsi, c'est à l'invitation d'Al Gore lui-même que le ministre des Finances s'est rendu au 16, rue de la Loi. Vous n'aviez évidemment pas prévenu vos collègues ministres. Cela ne correspond pas à la version parue dans la presse, qui mentionne également la position quelque peu ennuyée du premier ministre.

Les photos, les rencontres entre amis, cela ne me dérange pas. Ce qui importe, c'est de prendre de bonnes mesures en matière de réchauffement climatique.

Le problème, c'est que la dernière fois que votre ami vous a soufflé une idée, c'était la cotisation emballage. Six mois plus tard, on s'est rendu compte qu'il s'agissait d'une très mauvaise mesure, qui n'allait rien résoudre en matière d'environnement et qui allait injustement pénaliser les entreprises.

Ce que je vous demande, c'est de véritablement lutter contre le réchauffement climatique plutôt que de préparer votre campagne électorale ou votre auto-proclamation en qualité de successeur du premier ministre. *(Applaudissements sur les bancs cdH et CD&V)*

L'incident est clos.

07 Question de M. Dylan Casaer au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la perception des amendes pénales" (n° P1815)

07.01 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Il ressort d'un rapport de la Cour des comptes transmis ce jour au Parlement que la perception des amendes infligées par les tribunaux correctionnels et de police, ainsi que le traitement des confiscations posent des problèmes. Des sondages révèlent que près de la moitié des amendes ne sont pas payées, ce qui résulte notamment du fait que la peine d'emprisonnement subsidiaire en cas de non-paiement ne peut être exécutée, car nos prisons sont surpeuplées.

Selon la Cour des comptes, l'administration des Domaines – qui relève de la compétence de M. Reynders – fonctionne mal, est confrontée à un système informatique déficient et ne dispose pas d'une comptabilité uniforme. Le rapport de la Cour des comptes de 2000 faisait d'ailleurs déjà état de problèmes au sein de ce service.

On ne peut admettre que ceux qui paient leurs amendes soient les dindons de la farce et qu'un sentiment d'impunité se crée, ce qui serait négatif pour la crédibilité de la Justice.

Les mesures annoncées en 2000 ont-elles été évaluées ? Pourquoi les choses ne fonctionnent-elles pas sur le terrain ? Quelles mesures supplémentaires seront prises ? Je ne suis malgré tout pas défaitiste car, en revanche, 80 à 90 % des montants relatifs aux transactions sont perçus.

07.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*) : Nous pourrions commenter en détail le rapport de la Cour des comptes en commission des Finances, mercredi prochain.

Il existe déjà une nouvelle procédure automatisée en matière de perceptions. Le projet STIMER est un programme informatique au sein de Coperfin qui s'applique à toutes les perceptions, et donc pas seulement aux amendes pénales. Nous pourrions discuter en détail de ce projet en commission.

Dans le cadre de la loi-programme du 27 décembre 2006, nous avons en outre décidé de simplifier la procédure. Il est trop tôt pour procéder à une évaluation mais désormais, la perception des amendes pénales sera tout de même facilitée.

L'échange d'informations entre les SPF Justice et Finances doit être amélioré. Une concertation a déjà été organisée à propos des deux systèmes informatiques mais j'ai encore demandé l'organisation d'une réunion supplémentaire pour le SPF Justice. Nous étudierons les possibilités à la lumière de la décision récente concernant Phénix mais nous nous sommes déjà concertés avec les huissiers pour parvenir à une meilleure collaboration. J'espère que des décisions pourront être prises en commission des Finances.

07.03 **Dylan Casaer** (sp.a-spirit) : J'assisterai à la commission mercredi car dix ans après les premières études, une évaluation s'impose. Des résultats concrets doivent être obtenus sur le terrain. La collaboration entre les SPF peut être évoquée mais je me demande si la perception relève bien des missions principales du SPF Finances. Ne devrions-nous pas créer des bureaux de recouvrement judiciaire basés sur le modèle néerlandais et imposer des obligations de résultat à l'administration et au management, de manière à augmenter sensiblement les pourcentages de recouvrement ?

L'incident est clos.

08 **Question de Mme Hilde Dierickx au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la fermeture des cellules au palais de justice de Termonde" (n° P1816)**

08.01 **Hilde Dierickx** (VLD) : Le mois dernier, j'avais instamment demandé à Mme Onkelinx et à M. Reynders de faire en sorte que le dossier de la rénovation du complexe cellulaire du palais de justice de Termonde progresse. La situation était déjà grave à l'époque mais, depuis, les cellules ont même dû être temporairement fermées en raison d'un danger d'électrocution. Des mesures provisoires ont déjà été prises, mais aucune solution définitive n'a encore été élaborée. La sécurité n'est cependant plus garantie et on craint une aggravation de la situation.

Le tribunal de Termonde est le quatrième plus grand du pays. Une cinquantaine de 50 détenus y sont acheminés quotidiennement. Il est très important qu'ils puissent être enfermés dans des cellules.

Quel est l'état de ce dossier ? Le 20 juillet, le Conseil des ministres a débloqué un budget de 1,8 millions d'euros pour Termonde. Les négociations tarifaires se poursuivent-elles ou y aura-t-il une nouvelle adjudication ? Quand les travaux pourront-ils commencer ?

08.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*) : Les négociations tarifaires se poursuivent. Deux dossiers, dont l'un est prêt, concernent Termonde. Nous attendons l'accord de l'Inspection des Finances. Il en va de même du dossier relatif à la rénovation du toit et d'un certain nombre de cellules dans la prison.

Les crédits nécessaires ont bien été prévus. Lorsque tous les dossiers auront été bouclés, j'espère obtenir très rapidement l'accord de l'Inspection des Finances et de la ministre du Budget. Une réunion est prévue avec l'Inspection des Finances, la ministre du Budget et la Régie des Bâtiments. Nous suivons la procédure normale. Des problèmes ont en effet été rencontrés à propos des premières offres en raison d'accords tarifaires entre les différents fournisseurs, mais les dossiers ont entre-temps pu être finalisés.

08.03 **Hilde Dierickx** (VLD) : C'est la même réponse que le mois dernier. J'insiste sur le caractère urgent du dossier, qui se trouve dans une impasse. Il faut absolument éviter que la situation empire.

L'incident est clos.

09 Question de M. Willy Cortois au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "l'organisation de tombolas à destination philanthropique par le COIB" (n° P1817)

09.01 Willy Cortois (VLD) : Ces derniers jours, les tombolas nationales organisées par le COIB en collaboration avec quelques entreprises privées ont suscité beaucoup de remous. En principe, les tombolas sont interdites par la loi, sauf si elles sont organisées à des fins de bienfaisance ou pour la bonne cause. Le COIB est une ASBL qui mène notamment des actions pour la bonne cause.

Le ministre autorise régulièrement l'organisation de ces tombolas nationales. Combien en a-t-on organisé en 2004 et en 2005 ? Quelles sont les conditions à remplir ?

Contrôle-t-on a posteriori la destination des fonds récoltés et, dans l'affirmative, qui assure ce contrôle ? Il est communément admis qu'environ 50 % de ces fonds soient consacrés à une bonne cause mais d'aucuns craignent aujourd'hui des carrousels qui viseraient à faire refluer vers les entreprises les fonds destinés au parrainage du sport de haut niveau. Le ministre a-t-il déjà reçu des plaintes en ce sens et, dans l'affirmative, quelles mesures compte-t-il prendre ?

09.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Les tombolas nationales sont réglementées par un arrêté royal. L'ASBL qui introduit une demande doit, à titre de contrôle, transmettre un certain nombre de documents au département de l'Intérieur. L'un de ces éléments de contrôle consiste en une certification du bilan annuel par un expert-comptable agréé ou un réviseur d'entreprise. On s'assure ainsi que l'affectation des fonds est bien conforme à la décision d'autorisation.

Le sport ne relève pas de ma compétence. Je ne puis donc me prononcer sur le COIB mais je présume que le conseil d'administration du COIB, le cadre international dans lequel évolue l'ASBL, les assemblées générales et les commissaires exercent un contrôle sur l'affectation éthique des fonds.

Si des plaintes devaient être déposées, le parquet en serait averti sur-le-champ.

Mais je ne suis pas compétent pour vérifier si les objectifs du COIB sont réalisés sur le plan sportif.

09.03 Willy Cortois (VLD) : Combien de temps une telle autorisation est-elle valable ? Permet-elle l'organisation de plusieurs tombolas chaque année ? Le rapport et le bilan du réviseur d'entreprise sont-ils requis lors de chaque demande ?

09.04 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : L'autorisation est valable un an. Le rapport d'un comptable agréé doit être joint à toute nouvelle demande.

Je rappelle que les Communautés sont compétentes en matière sportive.

L'incident est clos.

10 Questions jointes de

- **Mme Katrien Schryvers au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la lutte contre les cambrioleurs itinérants" (n° P1818)**

- **M. Filip De Man au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la lutte contre les cambrioleurs itinérants" (n° P1819)**

10.01 Katrien Schryvers (CD&V) : Selon la note cadre relative à la sécurité et dans le Plan national de sécurité, la lutte contre les bandes criminelles itinérantes constitue une priorité. Il ressort d'une étude réalisée par la police fédérale que si au cours des dernières années, une baisse du nombre de cambriolages avait été constatée, une augmentation de 5 à 10 % est malheureusement à déplorer en 2006. Il convient donc de demeurer vigilant et d'adapter la politique suivie. Par ailleurs, de plus en plus de mineurs sont associés à ces faits et il existe un lien entre les réseaux de bandes criminelles et les illégaux.

Dans le cadre de la discussion relative à la législation sur le droit d'asile et les étrangers, nous avons toujours souligné qu'une bonne politique exige des procédures courtes et une politique d'expulsion efficace. A défaut,

les personnes expulsées qui restent dans le pays sombrent facilement dans la criminalité.

La loi adoptée au Parlement en mai 2005 avait pour objectif que les criminels de nationalité étrangère purgent leur peine dans leur pays d'origine. Le ministre était un grand défenseur de cette loi à l'époque.

La perspective de devoir purger sa peine dans son pays d'origine a indéniablement un effet dissuasif important, mais ce système exige aussi que des accords bilatéraux soient conclus avec les pays d'origine.

Quelles mesures le ministre prendra-t-il, à la suite de l'étude, pour lutter contre ces bandes ? Veillera-t-il à ce que la politique d'expulsion soit rigoureusement appliquée ? Où en est-on dans la conclusion d'accords avec les pays d'origine ? Des efforts sont-ils aussi consentis au niveau européen dans ce domaine ? Combien de personnes condamnées ont-elles été rapatriées pour purger leur peine dans leur pays d'origine, depuis 2005 ?

10.02 Filip De Man (Vlaams Belang) : En réalité, l'étude publiée dans le Journal de la police constitue un affront pour le ministre de l'Intérieur. Il convient d'améliorer la surveillance des demandeurs d'asile déboutés et de les rapatrier plus vite. C'est indispensable pour aborder le problème des « bandes itinérantes » - l'expression politiquement correcte pour désigner « des étrangers commettant des vols dans tout le pays » . Les personnes déboutées reçoivent l'ordre de quitter le territoire dans les cinq jours, sans plus, mais la police n'a pas mandat pour vérifier si cet ordre est respecté. L'étude préconise aussi de mener beaucoup plus souvent des actions de bouclage de certains quartiers.

Le ministre mettra-t-il ces recommandations en œuvre ? N'estime-t-il pas que les délinquants doivent purger leur peine dans leur pays d'origine ? Dans l'affirmative, pourquoi n'œuvre-t-il pas dans ce sens ?

10.03 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Les statistiques relatives à la criminalité nous permettent de savoir dans quels secteurs cela va plutôt bien et dans quels secteurs nous devons accroître notre vigilance et, par conséquent, intervenir. Les groupes de malfrats itinérants posent effectivement un problème récurrent. En 2005, nous les avons combattu par des actions très ciblées, ce qui s'est traduit par une évolution positive des chiffres de la criminalité. Mais l'an dernier, ces chiffres sont repartis à la hausse. Il n'y a toutefois rien d'anormal à cela car lorsque la police intervient quelque part, les criminels s'adaptent en déplaçant leur terrain d'action. C'est ainsi que les cambriolages sont commis de plus en plus souvent pendant la journée, que les vols avec effraction sont de plus en plus souvent commis dans des appartements et que le nombre de vols de métaux est en augmentation. Il appartient alors à la police de corriger le tir à chaque fois.

Des actions FIPA sont déjà menées actuellement. Dans le cadre de ces actions, toutes les zones de police d'un arrondissement coopèrent pour s'attaquer à un problème spécifique. Par exemple, une action collective a été menée récemment au Limbourg en matière de drogues et de cambriolages dans les habitations. Plusieurs actions FIPA sont également prévues au cours des prochains mois.

Il est également impératif de fournir un plus gros effort dans le domaine de la prévention. Je citerai entre autres l'avantage fiscal que nous avons voulu octroyer aux propriétaires qui équipent leur habitation d'un système de sécurité contre les cambriolages.

De nombreux malfaiteurs proviennent des pays de l'ancien bloc de l'Est, dont plusieurs font à présent partie de l'UE. Les ressortissants de ces États peuvent dès lors séjourner dans notre pays en toute légalité durant trois mois. Lorsqu'ils sont rapatriés – plus de 11.500 personnes ont été rapatriées vers divers pays en 2006 – ils peuvent revenir sans problème en vertu du principe de libre circulation des personnes dans l'UE.

Il est donc beaucoup plus efficace d'arrêter et de condamner ces criminels, et de leur faire purger leur peine dans leur pays d'origine. Cette méthode est la plus dissuasive. Le nombre de criminels rapatriés dépend de l'existence ou non d'accords bilatéraux avec le pays dont ils sont issus. La ministre de la Justice est compétente pour conclure ces accords et elle s'y emploie. (*Rires sur les bancs de l'opposition*) Des négociations seront par exemple ouvertes sous peu avec le Maroc, et les pays de l'ancien bloc de l'Est figurent également sur la liste.

10.04 Katrien Schryvers (CD&V) : J'aime entendre le ministre dire qu'il s'emploie, avec la ministre de la

Justice, à faire en sorte que les criminels purgent leur peine dans leur pays d'origine. Mais la loi a été adoptée en mai 2005 !

10.05 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Les criminels condamnés relèvent de la compétence de la ministre de la Justice et non de la mienne. C'est à elle qu'il appartient de conclure des accords bilatéraux avec les pays d'origine. (*Rires sur les bancs du Vlaams Belang*)

10.06 Katrien Schryvers (CD&V) : En tout état de cause, les mesures que prend la ministre de la Justice influent sur la politique de sécurité du ministre de l'Intérieur. Que M. Dewael veille donc à ce que Mme Onkelinx fasse son travail. Entre 2005 et novembre 2006, deux criminels seulement ont été renvoyés dans leur pays ! (*Tumulte*)

10.07 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Lorsque M. Van Parys était ministre de la Justice, cette mesure n'était pas même à l'ordre du jour ! (*Vives protestations sur les bancs du CD&V*)

10.08 Katrien Schryvers (CD&V) : Lors de la préparation de la loi, le conseiller en sécurité du premier ministre a annoncé que 1.800 criminels seraient rapatriés. Il y a encore loin de la coupe aux lèvres. Le ministre a le devoir de mener une politique d'expulsions résolue. Sinon, on se bornera à poser un emplâtre sur une jambe de bois !

10.09 Filip De Man (Vlaams Belang) : Le ministre est d'avis qu'il ne sert à rien de procéder au contrôle systématique des quartiers parce que rien ne dit que les malfaiteurs n'y reviendront pas. Sans doute connaît-il mieux la situation que les services de police, le parquet et les experts ! Et qu'en est-il alors des malfaiteurs albanais ? Une véritable racaille nous vient en nombre de ce pays et elle ne fait pas partie de l'UE. Ces malfaiteurs tremblent à l'idée d'être incarcérés dans leur pays et, à leur place, je ferais de même.

Je puis comprendre qu'il ne soit pas aisé pour la Belgique de convaincre des pays de reprendre leurs ressortissants criminels. C'est pourquoi il faut exercer une pression sur eux, par exemple en menaçant de suspendre l'aide dont ils bénéficient ou de ne pas conclure certains traités économiques. Cela me paraît beaucoup plus important que de refuser, comme le ministre, de voir les problèmes en face. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang*)

L'incident est clos.

11 Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "les bagarres de jeunes à Lokeren" (n° P1820)

11.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Des échauffourées se sont produites hier à Lokeren entre des « jeunes » – il s'agit en fait de jeunes allochtones mais le ministre s'offusque systématiquement de tout ce qui n'est pas politiquement correct – et cet incident a fait un blessé grave. Arrêté, le coupable a toutefois été libéré par les membres de sa bande qui s'en sont pris au fourgon de la police. Il a ensuite pu être à nouveau appréhendé.

Il ne s'agit nullement d'un incident isolé. D'autres faits de ce type se sont également produits à Lokeren, notamment de petits incendies de voitures en 2005, à Saint-Nicolas-Waas, à Tamise et même à Gand, où les incidents ont pris une ampleur considérable dans certains quartiers.

Quelles mesures le ministre prendra-t-il pour mettre un frein à la violence ? Il n'y a pas lieu de procéder à une étude sociologique mais il faut assurer la protection des policiers et les habitants des quartiers à problèmes doivent enfin pouvoir vivre en paix.

11.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : C'est en premier lieu au chef de zone, au collègue des bourgmestre et échevins ou au collègue de police qu'il incombe de prendre des mesures lorsque des problèmes se posent dans une ville ou une zone de police. Dans des cas exceptionnels, la police fédérale peut leur apporter un soutien spécialisé et je suis disposé à demander à votre collègue Anthuenis si ce soutien correspond à un besoin.

L'instruction étant encore en cours, je ne puis fournir concernant les faits qu'un minimum d'informations. Il

n'appartient pas au ministre de l'Intérieur d'infirmer ou de confirmer le contenu d'un article de journal, à plus forte raison si le parquet n'a pas encore terminé son travail. Si la police a fait des erreurs, c'est au chef de corps qu'il incombe de prendre des mesures.

La façon dont M. Van den Eynde présente la situation dans certains quartiers ne me surprend pas. Notre approche a démontré sa validité au moment où des jeunes se sont montrés un peu turbulents après les émeutes des banlieues parisiennes. S'il n'y a pas eu d'embrasement chez nous, c'est grâce à l'intervention de nos policiers mais aussi à l'action préventive d'un réseau au maillage serré d'éducateurs de rue.

11.03 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Tout à l'heure on s'est référé à la ministre Onkelinx, maintenant le ministre se retranche derrière le bourgmestre de Lokeren puis derrière la Justice à nouveau, et donc derrière la ministre Onkelinx.

11.04 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Je ne puis me substituer aux bourgmestres ni aux chefs de zone, ni à la ministre de la Justice. M. Van den Eynde s'est livré à une caricature grossière. Le parquet a des compétences qui lui sont propres et je les respecte. Dans un Etat de droit, c'est la règle.

11.05 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang) : Je n'entends pas parler d'incidents isolés. Des bandes de jeunes rendent certains quartiers de notre pays invivables. Le gouvernement doit prendre des mesures intégrées et coordonnées à cet égard, ce qui n'a rien à voir avec des compétences mais avec une politique coordonnée du gouvernement qui accorde la priorité à la sécurité dans nos quartiers.

L'incident est clos.

12 Question de Mme Magda De Meyer au ministre des Affaires étrangères sur "la persécution de Hawal El Saadawi en Egypte" (n° P1826)

12.01 Magda De Meyer (sp.a-spirit) : Nous célébrons aujourd'hui la Journée internationale de la femme. Nous avons eu le grand privilège d'accueillir une femme d'exception. Nawal El Saadawi est une écrivaine égyptienne dont l'oeuvre est impressionnante et dont les opinions et les points de vue éthiques sont respectés de par le monde. En dépit de cela, cette femme a été condamnée à la peine de mort par un tribunal religieux dans son propre pays. La Belgique doit prendre l'initiative de dénoncer cette situation. Je demande au ministre des Affaires étrangères d'adopter partout, sur tous les forums possibles, européens comme bilatéraux, une position claire et nette à l'égard de l'Égypte et d'affirmer que Nawal El Saadawi a parfaitement le droit de s'exprimer comme elle l'entend.

12.02 Patrick Dewael, ministre (*en néerlandais*) : Je réponds au nom du ministre De Gucht.

La plainte déposée contre Nawal El Sadaawi est une plainte purement religieuse émanant d'une institution religieuse. Elle est fondée sur une pièce de théâtre fictive qui serait insultante à l'égard de l'islam.

La liberté d'expression et les droits de l'homme revêtent bien entendu une importance fondamentale pour notre pays.

Au niveau européen, le Conseil d'association a adopté le plan d'action pour l'Égypte le 6 mars 2007. Ce plan inclut un volet qui couvre les droits de l'homme, un aspect qui pourra être évoqué au sein d'un sous-comité spécifique. Aux cours des quatre prochaines années, l'Union européenne octroiera à l'Égypte un montant de quelque 558 millions d'euros afin de soutenir les réformes en matière de démocratie, d'éducation et de droits de l'homme, notamment.

12.03 Magda De Meyer (sp.a-spirit) : Je n'en attendais pas moins d'une démocratie comme la Belgique et de notre ministre des Affaires étrangères. Une résolution signée par l'ensemble des partis démocratiques a été déposée pour soutenir le ministre et le gouvernement dans leur entreprise.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Colette Burgeon au ministre des Affaires étrangères sur "les droits des femmes en Iran" (n° P1827)

13.01 Colette Burgeon (PS) : J'ai voulu profiter de la Journée internationale de la femme pour rappeler la

situation des femmes en Iran. La semaine dernière, plusieurs dizaines de femmes ont été arrêtées parce qu'elles étaient venues soutenir des camarades jugées pour manifestation illégale. Elles sont aujourd'hui en prison et ont entamé une grève de la faim. Deux d'entre elles souffrent de sclérose en plaques et ne reçoivent pas de traitement.

Le gouvernement a-t-il adopté une position face à l'arrestation de ces militantes iraniennes ? Quelles initiatives ont-elles été prises pour soutenir le combat de ces femmes et inciter l'Iran à respecter leurs droits ?

13.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Le cadre légal n'a pas changé : la discrimination des femmes fait toujours partie de la théocratie iranienne qui se réfère à la charia.

La représentation politique est restreinte, même s'il faut noter un accroissement du nombre de femmes iraniennes parmi les étudiants des universités. La discrimination systématique des femmes s'exprime dans toutes les matières personnelles : droits successoraux, garde des enfants, valeur du témoignage en justice, mariage et divorce, renversement de la charge de la preuve en cas de viol. Les femmes sont aussi soumises à des règles vestimentaires (port du hidjab). En outre, l'Iran n'honore pas tout à fait les obligations légales des traités internationaux sur les droits de l'homme.

Ce week-end, des manifestantes ont été arrêtées pour avoir protesté devant le tribunal où comparaissaient cinq femmes qui avaient manifesté, le 12 juin dernier, en faveur de l'égalité des droits avec les hommes.

Notre pays suit cette affaire de près et participe aux initiatives européennes et internationales en la matière.

13.03 Colette Burgeon (PS) : Merci pour vos réponses. J'aurais cependant souhaité avoir quelques détails concernant les actions spécifiquement entreprises en la matière par la Belgique.

L'incident est clos.

14 Question de M. Philippe De Coene au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "la libéralisation du marché postal en Belgique" (n° P1823)

14.01 Philippe De Coene (sp.a-spirit) : J'aurais voulu poser cette question la semaine dernière mais elle reste d'actualité puisqu'un fait nouveau est intervenu.

Le grand patron de La Poste a adressé à l'ensemble des travailleurs un courrier relatif à l'offensive annoncée de l'entreprise postale néerlandaise TNT sur notre marché. Selon M. Bakker, le patron de TNT, cette dernière est contrainte de se tourner vers d'autres marchés étant donné l'effondrement de sa part de marché aux Pays-Bas, dû à la concurrence de sociétés qui emploient du personnel mal payé.

Une telle offensive sur le segment de marché des envois adressés de plus de 50 grammes risque de créer une spirale négative, non seulement en matière d'emploi mais aussi en ce qui concerne la qualité du service. Nous devons dès lors nous prémunir contre une libéralisation débridée. Même dans les segments de marché déjà libéralisés, des mesures doivent impérativement être prises à la suite de l'arrivée de concurrents. Le ministre peut assurément prendre les devants en la matière en demandant aux services d'inspection de vérifier si les entreprises en question respectent effectivement les conditions de travail et de rémunération en vigueur.

Les entreprises postales ressortissent aujourd'hui à la commission paritaire du transport et de la logistique. On peut se demander s'il ne serait pas préférable de constituer une commission paritaire spécifique étant donné que celle d'aujourd'hui semble tout de même avoir une portée trop large.

Ces deux mesures pourraient déjà être prises par le gouvernement dans l'attente de la réponse définitive de la Commission européenne à ses questions relatives à la libéralisation.

14.02 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : Je reviens sur les questions de la semaine passée, qui restent d'actualité.

La Commission européenne nous a fourni une réponse qui est tellement générale que je ne puis l'accepter. Nous continuerons de harceler la Commission jusqu'à ce que nous obtenions une réponse convaincante. Il se peut qu'elle ne nous convienne pas mais, à ce moment-là, le gouvernement pourra définir son point de vue.

Nous suivrons très attentivement l'évolution du marché. La libéralisation ne dispense pas d'observer les règles en vigueur et les acteurs n'ont pas à fausser la concurrence.

Le gouvernement belge s'en tient à sa position, à savoir que le service universel doit être maintenu. Nous souhaitons que la Commission européenne nous fournisse aussi des garanties dans ce sens. Nous examinerons la proposition de la Commission d'un œil critique.

La compétence d'imposer les règles du jeu social ne relève pas de la troisième directive. Nous disposons à cet égard de nos propres méthodes.

14.03 Philippe De Coene (sp.a-spirit) : Nous ne nous opposons pas à la libéralisation du marché en tant que telle mais il faut définir des règles du jeu sociales et, si elles existent déjà, les respecter. Parmi les nouveaux acteurs du marché, une campagne d'inspection doit permettre de séparer le bon grain de l'ivraie.

L'incident est clos.

15 Questions jointes de

- **Mme Zoé Genot** au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "la Conférence internationale sur les droits de la femme" (n° P1824)

- **Mme Véronique Ghenne** au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "la Conférence internationale sur les droits de la femme" (n° P1825)

15.01 Zoé Genot (ECOLO) : Les Nations unies se réuniront pour la 50^{ème} session de la Commission du statut de la femme afin de confirmer les engagements qui ont été pris à Pékin en la matière. Or certains de ceux-ci n'ont pas été tenus. Chaque année, la Belgique doit rédiger un tableau de bord, le Plan d'action national pour l'avancement de l'égalité des chances. Le rapport de 2005 n'a toujours pas été remis. Quelles sont les administrations qui n'ont pas accompli leur part du travail ? Quand allons-nous enfin l'obtenir ?

15.02 Véronique Ghenne (PS) : La Belgique n'a pas respecté scrupuleusement ses obligations internationales, notamment celle de remettre un rapport annuel concernant les avancées faites en matière d'égalité entre hommes et femmes. Confirmez-vous ce problème ? Quelle en est la raison ? Que comptez-vous faire pour y remédier ?

15.03 Christian Dupont, ministre (*en français*) : Nous avons effectivement pris du retard en la matière. Le rapport en question sera présenté juste après le contrôle budgétaire. Dès la prochaine déclaration gouvernementale en octobre 2007, il y aura dans chaque note budgétaire et dans chaque note de politique générale un chapitre relatif à l'égalité et aux moyens qui y sont consacrés. Chacun des plans stratégiques de nos managers comprendra un volet consacré à l'égalité hommes-femmes, à partir duquel ils seront évalués à la fin de leur mandat. Les rapports bisannuels seront beaucoup plus efficaces et opérationnels que ce qui se fait actuellement.

Lors de la conférence qui sera bientôt entamée à New York, la Belgique recevra des félicitations pour avoir été l'une des premières à avoir inscrit le *gender mainstreaming* dans ses politiques.

15.04 Zoé Genot (ECOLO) : C'est très beau de prendre les bonnes décisions mais si on ne les respecte pas, c'est gênant. Désolidarisez-vous de vos collègues qui ont remis une page blanche et rentrez ce rapport : si certains estiment que la cause des femmes ne mérite pas quelques minutes de travail, qu'ils l'assument !

Les pays du sud ont, pour la plupart, très bien travaillé. Il est honteux que nous ne soyons pas capables de rendre ces rapports.

15.05 Véronique Ghenne (PS) : Je suis également déçue de constater que certains de vos collègues manquent de motivation pour rendre ce rapport. On peut néanmoins se féliciter car certaines avancées ont été menées lors de cette législature.

À l'heure actuelle, force est de constater que les femmes subissent toujours des discriminations. Il faut continuer le combat. J'espère que, lors de la prochaine législature, nous irons dans cette direction.

L'incident est clos.

Le **président**: Cinq questions et une interpellation viennent des commissions. L'heure des questions commence véritablement à durer trop longtemps.

16 Question de M. Jef Van den Bergh au secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "l'organisation d'un carrousel entre le COIB et la Loterie Nationale" (n° P1828)

16.01 Jef Van den Bergh (CD&V) : Les carrousels mis en place au sein du Comité Olympique et Interfédéral Belge (COIB) ont déjà été évoqués. Ma question porte sur la collaboration avec la Loterie Nationale et son rôle à ce niveau.

Il semblerait que dans le cadre d'un dossier, la Loterie Nationale sponsorise une équipe cycliste par le biais d'une tombola du COIB. La légalité de ce genre de constructions fera probablement l'objet d'une enquête, mais elles constituent en tout état de cause un problème sur le plan éthique. Quelle est la position du secrétaire d'État quant au sponsoring de ce club cycliste de Tirlemont ?

La Loterie Nationale sponsorise le COIB de manière structurelle. Durant les exercices sans Jeux Olympiques, le COIB reçoit un peu plus de 2 millions d'euros de la Loterie Nationale. Le secrétaire d'État a lui-même requis une enquête, mais en attendant les résultats de cette dernière, autorise-t-il encore les virements ?

16.02 Bruno Tuybens, secrétaire d'État (en néerlandais) : Les tombolas organisées par le COIB par l'intermédiaire de l'ASBL Comité de développement du sport belge (CDSB) ont rapporté environ 190.000 euros. La moitié de cette somme est consacrée à des objectifs de bienfaisance. Une somme de 1,86 millions d'euros est consacrée à des subventions publiques pour les athlètes olympiques en vertu d'une décision annuelle du Conseil des ministres. Une somme de 1,25 millions d'euros est allouée au repérage et au développement de jeunes talents sportifs pour les Jeux Olympiques de 2012 et 2016. Une partie des subventions de la Loterie Nationale est transférée aux Communautés et est partiellement destinée au soutien du sport de haut niveau. La Loterie Nationale a suggéré à l'asbl CDSB de prendre également des projets locaux en considération et pas uniquement le sport de haut niveau. Les statuts du CDSB le permettent. Le CDSB a alloué environ 24.000 euros à un projet d'Olympia Tienen. Il ne s'agit pas de sponsoring d'un club mais bien d'une formation au cycliste et du développement d'une école de cyclisme.

Comme vous le savez, j'attends un rapport du commissaire de gouvernement sur l'ensemble du dossier. Rien n'empêche à ce jour que les fonds engagés par le Conseil des ministres soient libérés.

16.03 Jef Van den Bergh (CD&V) : Votre réponse me déçoit quelque peu. Le secrétaire d'État a pourtant l'habitude de défendre haut et fort le principe de l'entreprise éthique mais, en l'espèce, il reste évasif. Nous sommes confrontés à des constructions complexes qui appellent des questions.

16.04 Bruno Tuybens, secrétaire d'État (en néerlandais) : J'ai précisé le mécanisme. Un quotidien a erronément écrit que la totalité des moyens financiers du CDSB doivent être affectés au sport de haut niveau. Je ne vois pas de problème à cet égard.

16.05 Jef Van den Bergh (CD&V) : D'aucuns évoquent également des pratiques de sponsoring portant sur plusieurs années avec effet rétroactif. Des compléments d'enquête sont dès lors nécessaires.

En ce qui concerne les subventions structurelles, le gouvernement flamand a préconisé un audit détaillé et considère que plus aucun paiement ne devrait être effectué dans l'intervalle. Il s'agit en l'espèce d'une somme d'à peine 55.000 euros. Au niveau fédéral, où le montant dépasse les 2 millions d'euros, on n'attend plus qu'un rapport du commissaire du gouvernement. Je m'en étonne.

L'incident est clos.

17 Ordre du jour

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 7 mars 2007, je vous propose d'inscrire à l'ordre du jour de la séance plénière de cet après-midi :

- le projet de loi insérant un article 391^{sexies} dans le Code pénal et modifiant certaines dispositions du Code civil en vue d'incriminer et d'élargir les moyens d'annuler le mariage forcé (n^{os} 2767/1 à 4);
- la proposition de loi de M. Olivier Maingain modifiant le Code civil et le Code pénal en vue de faire obstacle aux mariages forcés (n^{os} 2057/1 et 2);
- le projet de loi portant des dispositions diverses (IV) (n^{os} 2873/1 à 22);
- la proposition de loi de M. Jo Vandeurzen modifiant l'article 3, § 6, du livre III, titre VIII, chapitre II, section 2, du Code civil (n^o 257/1);
- la proposition de loi de Mme Anne-Marie Baeke, MM. Bart Tommelein, Carl Devlies, Servais Verherstraeten, Dirk Van der Maelen et Johan Vande Lanotte, Mme Annemie Roppe et MM. Melchior Wathelet, Éric Massin et François-Xavier de Donnea relative à la promotion de la commercialisation de la recherche scientifique (n^{os} 2273/1 et 2);
- la proposition de loi de Mme Annemie Turtelboom et MM. Alain Courtois et Filip Anthuenis modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football en vue d'instaurer une obligation de se présenter (n^{os} 2417/1 et 2);
- le projet de loi portant des dispositions en matière de logement (n^{os} 2874/1 à 4).

17.01 Paul Tant (CD&V) : Une douzaine d'articles du projet de loi portant des dispositions diverses posent problème. Ils concernent la non-saisissabilité du domicile de l'exploitant d'une entreprise indépendante ou de la personne exerçant une activité indépendante.

Les médias mettent régulièrement l'accent sur la qualité de plus en plus médiocre de la législation. Ce texte est un exemple flagrant de mauvais travail législatif. En commission, le débat a été franchement grotesque. Des questions ont été posées et des observations ont été faites, mais la ministre n'a pas répondu, ou elle a donné l'impression de ne pas pouvoir ou de ne pas vouloir répondre, ou elle a complètement esquivé la question. Le rapport est éloquent.

Étant donné que nous n'avons pas été écoutés en commission, nous avons décidé de permettre l'adoption du texte et d'attirer à nouveau l'attention en séance plénière sur la médiocre qualité des textes. Les textes de Mme Laruelle, en général, et ceux du projet de loi portant des dispositions diverses, en particulier, ne répondent pas aux principes de base d'une législation de qualité. Quarante observations ont été formulées sur un total d'à peine douze articles ! Il s'agit principalement d'observations linguistiques mais un tiers des observations concernent également le contenu.

En ce qui concerne l'aspect linguistique, la ministre réussit à doter certaines Communautés et Régions d'un nom inexistant. Plus grave encore, certains textes prennent un sens contraire en raison d'une mauvaise traduction en néerlandais. En outre, de nombreuses dispositions restent vagues parce que certaines notions essentielles ne sont pas mentionnées. En ce qui concerne le contenu, il sera très difficile d'appliquer certains points du projet en raison des imprécisions et des contradictions. Ainsi, l'article 78 ne décrit pas comment et sous quelles conditions il peut être renoncé à l'insaisissabilité. L'article 75 précise quant à lui qu'un immeuble dont la partie affectée à un usage professionnel représente plus de 30 % n'est protégé que s'il y a plusieurs propriétaires. La manière dont les statuts de la copropriété doivent être rédigés n'est pas claire. Cette disposition ne concorde pas avec l'objectif de la loi. Le Conseil d'État se demande également quel est le sens et l'intérêt de cette disposition. Il n'a toutefois pas été tenu compte du texte proposé par le Conseil d'État. Cela a-t-il été fait consciemment ou était-ce une erreur ? La correction a-t-elle peut-être été apportée

dans le mauvais article ?

Aux termes de l'article 80, il n'est plus question de protection de l'habitation au décès de l'indépendant. Cela signifie que le conjoint et les enfants peuvent être expulsés de leur logement dès ce moment s'il existe des raisons de déclarer la faillite du défunt. Pourtant, la protection devrait jouer dans de telles situations.

Je préparerai des amendements pour améliorer le texte, en tenant compte des correctifs suggérés par le Conseil d'État. J'espère ainsi pouvoir contribuer à la mise en œuvre d'un principe qui nous est cher à tous. L'adoption *ne varietur* du texte ne se justifierait d'aucune façon. Pour éviter cette erreur, je demande au président le renvoi en commission. De la sorte, le texte pourra être réexaminé en séance plénière la semaine prochaine.

17.02 Sabine Laruelle, ministre (*en français*) : J'approuve ces propositions et je remercie M. Tant de vouloir améliorer la qualité des textes. Je tiens cependant à préciser que nous avons reçu l'avis du Conseil d'État ainsi que plusieurs autres avis, notamment celui de la Fédération royale des notaires et de la Fédération belge du secteur financier. Je rappelle également qu'il y a eu un débat en commission, que nous avons analysé ce texte et que nous l'avons approuvé. Pour clôturer sans polémiquer, j'accepte de revenir sur ce texte en commission mais, pour ne pas retarder les travaux, je souhaite que nous nous réunissions au début de la semaine prochaine.

Le **président** : Je vais faire une proposition à la Chambre.

17.03 Trees Pieters (CD&V) : Nous avons adopté cet élément de la loi portant des dispositions diverses parce que nous soutenons le principe. Nous avons attiré l'attention en commission sur les nombreuses erreurs et imprécisions. Si, ensuite, le cabinet ne propose aucune amélioration, nous ne pouvons que le signaler.

17.04 Paul Tant (CD&V) : La ministre a déclaré en commission qu'elle comptait sur les services de la Chambre pour adapter des textes qu'elle avait elle-même déposés. C'est tout de même extraordinaire.

Le **président** : Grâce à la collaboration du personnel, la Chambre a effectivement pu mettre sur pied un service juridique de qualité. De très nombreuses corrections sont parfois apportées aux textes, ce qui est positif car par le passé le *Moniteur belge* était truffé d'errata. J'admets que ce projet est susceptible d'être amélioré et je propose de renvoyer les articles 72 à 83 en commission. La Chambre marque-t-elle son accord sur cette proposition ? (*Assentiment*)

17.05 Sabine Laruelle, ministre (*en français*) : Pourrais-je demander les amendements à M. Tant, afin que nous puissions travailler de manière constructive ?

Le **président** : Oui, c'est le jeu normal du travail de la commission.

17.06 Paul Tant (CD&V) : Quoiqu'il arrive, mes amendements seront prêts. Si pas aujourd'hui, demain.

Le **président** : Ce point sera réinscrit à l'ordre du jour de la séance plénière de jeudi prochain, après les travaux de commission de mardi sur les articles 72 à 83.

Pas d'observation ? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Projets et propositions

18 Proposition de loi modifiant l'article 38 de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière (1451/1-4)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

18.01 François Bellot, rapporteur : Je me réfère à mon rapport écrit.

18.02 Hilde Vautmans (VLD) : Lundi, les deuxièmes états généraux de la sécurité routière procéderont à une évaluation intermédiaire de la politique de sécurité routière. Le dernier baromètre de la sécurité routière indique une diminution de 33 % du nombre de tués sur les routes mais cette diminution stagne depuis la mi-2006. Il faudra donc des mesures structurelles supplémentaires pour réduire de moitié le nombre de victimes de la route d'ici à 2010. Notre proposition de loi vise à contribuer à cet objectif par une approche plus pédagogique à l'égard des auteurs d'un délit de fuite.

En Belgique, quelque 10.000 délits de fuite sont commis chaque année. Il faut donc définir une politique adaptée en matière de sensibilisation, de recherches et de poursuites. Souvent, les auteurs ne sont pas en possession d'un permis de conduire et/ou d'une assurance valable et conduisent sous l'influence de drogues ou d'alcool. La plupart des accidents avec délit de fuite surviennent sur des routes où la vitesse est limitée à 70 km/h, avec des pointes le week-end et la nuit. On trouve à la base du délit de fuite la crainte de la sanction et des conséquences financières.

Notre proposition de loi repose sur le constat que les actuelles possibilités de sanction – amende et/ou peine d'emprisonnement – sont insuffisantes. Il faut, pour réduire réellement le nombre des délits de fuite, induire un changement radical des mentalités et des comportements et prévoir un accompagnement intensif des auteurs. Notre proposition de loi et celle de M. Van den Bergh feront en sorte que les auteurs de délits de fuite ne reprendront le volant qu'après avoir subi des examens et des tests et suivi une thérapie, l'objectif étant de leur faire prendre davantage conscience de leurs responsabilités. J'espère que ces initiatives contribueront à faire baisser le nombre de victimes de la route et à accroître le sens des responsabilités des usagers de la route en général. Le citoyen doit être convaincu que les premiers secours aux victimes constituent un devoir auquel nul ne peut se soustraire.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (1451/4)

L'intitulé a été modifié par la commission en « proposition de loi modifiant l'article 33 de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière ».

La proposition de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

19 Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière afin de sanctionner plus sévèrement la récidive pour les délits de fuite (2177/1-5)
- **Proposition de loi modifiant les lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968, en vue d'instaurer un régime d'incapacité mentale à conduire un véhicule et d'adapter la sanction en cas de délit de fuite (792/1-3)**

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces deux propositions de loi. (Assentiment)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

19.01 François Bellot, rapporteur : Pour ces propositions également, je me réfère à mon rapport écrit.

19.02 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : En commission, nous avons débattu sur le délit de fuite de façon constructive. Il ressort des chiffres publiés à la suite d'une question écrite de notre collègue De Padt que le nombre de délits de fuite est en baisse mais on en a tout de même recensé plus de neuf mille en 2004, année au cours de laquelle 859 tués et blessés, soit deux victimes par jour, ont été à déplorer. Il ne s'agit donc pas d'un phénomène marginal. Cette diminution est due à la politique générale mise en œuvre par le gouvernement en matière de sécurité routière, politique dont l'objectif est de ramener au niveau de la moyenne européenne le nombre de tués et de blessés sur nos routes. Elle est due également à la médiatisation de certains délits de fuite, médiatisation qui s'est avérée dissuasive.

Pourquoi un délit de fuite présente-t-il un tel degré de gravité ? Parce qu'il est absolument indispensable de venir en aide le plus vite possible aux blessés et de constater le plus vite possible l'étendue des dégâts matériels. En outre, il est impératif de faire passer le plus vite possible l'alcootest ou le test de dépistage de la consommation de drogue pour pouvoir déterminer les causes exactes d'un accident de la route.

Pour ce qui concerne le délit de fuite, nous voulons doubler le taux de la peine en cas de récidive, comme cela a déjà été fait précédemment pour d'autres dispositions touchant à la police de la circulation routière, par exemple en cas de consommation d'alcool ou de drogue.

Le délit de fuite est un fait grave en soi. En cas de récidive, on peut considérer qu'il s'agit d'une forme de hooliganisme ou de terrorisme routier. Les États généraux de la circulation traiteront lundi prochain du comportement inacceptable de ces chauffards qui ne respectent aucune règle de circulation. Cette proposition de loi vise à instaurer des sanctions plus sévères à leur encontre.

Je remercie tous les membres de la commission de l'Infrastructure pour leur collaboration et pour le large consensus qui a pu être obtenu en cette matière.

19.03 Jef Van den Bergh (CD&V) : Trois propositions de loi traitant de cette question figurent aujourd'hui à l'ordre du jour. Je déplore que nous ne soyons pas parvenus à les fondre en un seul et même texte.

Ces dernières années, le nombre de tués sur la route a considérablement baissé. Toutefois, si nous comparons nos chiffres à ceux de l'Europe des Quinze, nous constatons que seuls le Portugal et la Grèce font moins bien que nous. En 2000, quatre pays nous suivaient encore. Nous sommes dès lors encore loin de la moyenne européenne. Il reste beaucoup à faire.

Nous examinons aujourd'hui deux textes qui ont emporté une large adhésion en commission et qui constituent une avancée dans la lutte contre la récidive en matière de délit de fuite. Je mettrai ici l'accent sur notre contribution : la thérapie de rééducation à la conduite.

Dans les années à venir, la prise en charge des récidivistes devra constituer un des fers de lance de la politique de sécurité routière. Il semble que le nombre de récidivistes soit en augmentation, quoique cette information ne puisse être confirmée avec certitude puisque nous ne disposons d'aucune base de données regroupant les infractions routières.

Dans le passé, le CD&V a déjà soulevé à plusieurs reprises le problème de la récidive dans la circulation routière en commission de l'Infrastructure, notamment lors de l'examen de la loi Durant. C'était aussi un thème central lors des premiers états-généraux de la sécurité routière en 2002. De plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer l'absence, dans notre pays, d'une bonne banque de données relative aux infractions au code de la route. Force est de constater qu'à ce jour, le gouvernement n'a pas jugé prioritaire d'en créer une. J'attends donc du prochain ministre de la Mobilité qu'il en fasse une priorité.

S'il convient de sanctionner sévèrement le délit de fuite, il faut punir doublement la récidive. Aussi avons-nous adopté avec conviction les propositions de loi qui le permettent. Mais ces peines n'ont aucun effet sur une minorité de chauffards dont les outrances requièrent une réponse plus musclée. Nous nous réjouissons

donc que la commission ait adopté à l'unanimité la proposition CD&V sur la thérapie de la circulation.

Un programme de *Driver improvement* peut constituer une solution pour les conducteurs qui n'ont guère le sens du danger ni des responsabilités. Ce programme de groupe vise à leur faire prendre conscience d'un certain nombre de choses afin de leur permettre d'adopter un comportement responsable. L'Institut Belge pour la Sécurité Routière (IBSR) organise déjà ce type de sessions depuis quelques années avec succès. Pour certains, ce programme ne suffit cependant pas. Certaines personnes ont en effet besoin d'une thérapie de rééducation à la conduite, c'est à-dire un accompagnement psychothérapeutique approfondi et individuel axé sur leur comportement dans le trafic.

Cette thérapie existe déjà dans plusieurs pays et y rencontre un franc succès. Des données provenant d'Allemagne révèlent que seulement 6 % des auteurs d'infractions graves récidivent après une thérapie de rééducation à la conduite. À l'issue d'une sanction traditionnelle, ce taux s'élève à 30 %.

L'article 38 du Code de la route prévoit la possibilité de mettre fin à la déchéance du droit de conduire si l'intéressé suit des 'formations spécifiques'. Exceptionnellement, certains juges autorisent, sur la base de cet article, les contrevenants à suivre un cours de l'IBSR. Il s'agit des formations en groupe précitées. Nous souhaitons à présent adjoindre à la thérapie de rééducation à la conduite individuelle la notion de 'formations spécifiques' de l'article 38. Nous nous conformons ainsi à l'avis des procureurs généraux. Le juge pourra décider de ne lever l'interdiction de conduire que si l'intéressé a suivi avec succès une thérapie de rééducation à la conduite, comme il peut le faire aujourd'hui à la condition qu'il ait subi un examen psychosocial.

Malgré toute l'attention dont ce thème fait l'objet, la manière d'appréhender le noyau dur des récidivistes n'a pas encore été réglée. Aucun arrêté royal ne règle en effet 'les formations spécifiques' prévues par l'article 38. Nous demandons instamment au ministre de mettre sur pied un groupe de travail chargé de la préparation de la mise en œuvre du *driver improvement* et de la thérapie de rééducation à la conduite.

Le **président**: La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2177/4)

La proposition de loi compte 4 articles.

Amendements déposés:

Art. 2

- 8 Jef Van den Bergh (2177/6)

Art. 2bis

- 9 Jef Van den Bergh (2177/6)

Art. 3

- 10 Jef Van den Bergh (2177/6)

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

20 **Projet de loi relatif à la répression de la contrefaçon et de la piraterie de droits de propriété intellectuelle (2852/1-3)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

20.01 **Guy Hove**, rapporteur : Je renvoie au rapport écrit, mais j'interviendrai comme orateur pour le VLD.

20.02 Trees Pieters (CD&V) : L'amélioration de la protection des droits de propriété intellectuelle, brevets, marques, dessins et modèles ainsi que des certificats complémentaires de protection destinés à des médicaments constitue une nécessité absolue. La protection de l'innovation est un aspect important pour la création d'entreprises et leur viabilité.

La contrefaçon et la piraterie représentent une nuisance considérable pour l'économie et engendrent parfois même un danger pour la santé publique. La bataille ne se gagnera qu'au niveau européen ou, mieux encore, à l'échelon mondial. L'OMC a dès lors un rôle important à jouer à cet égard.

Nous adhérons pleinement aux objectifs poursuivis par la loi. Nous nous félicitons de ce que le ministre porte le problème à l'ordre du jour au niveau belge. Toutefois, ce point doit être soulevé sur le plan européen et mondial si nous voulons éviter que la nouvelle loi reste lettre morte.

20.03 Guy Hove (VLD) : Le renforcement par M. Verwilghen de la lutte contre la contrefaçon et la piraterie est une bonne chose. De nombreux secteurs sont touchés par ce fléau et les conséquences sont catastrophiques sur les plans social et économique.

Le projet réforme et assouplit la réglementation en matière de saisie d'articles contrefaits, d'action en cessation et d'action en réparation. Par ailleurs, il permet à la douane et à la Justice de déceler et de sanctionner plus efficacement la contrefaçon et la piraterie.

Concrètement, les droits de propriété intellectuelle bénéficient d'une meilleure protection qui permet aux titulaires des droits et aux pouvoirs publics d'éliminer plus efficacement du marché les marchandises portant préjudice à ces droits.

Dans notre pays, la loi pénale ne prévoit de poursuites que pour la contrefaçon de droits d'auteurs et de marques. Les mesures instaurées pour les marques paraissent insuffisantes. La contrefaçon de dessins et modèles n'est pas poursuivie au pénal. L'impact de ce type d'infractions n'est cependant pas négligeable. La contrefaçon de brevets ou de certificats complémentaires de protection n'est pas davantage punissable, et il en va de même pour le droit d'obtenteur. Le projet de loi repose dès lors à juste titre sur une logique horizontale protégeant toutes les formes de propriété intellectuelle.

Une commission interministérielle sera mise sur pied pour assurer le suivi et l'application de la nouvelle loi. Le titulaire des droits de propriété intellectuelle peut désormais intenter une action civile en cessation mettre un terme à l'infraction et limiter le dommage. La sanction pénale est destinée à réprimer les infractions au principe de la propriété intellectuelle et les fraudes à la consommation. La création d'un délit douanier vise à décourager l'importation de marchandises contrefaites sur le territoire belge.

La Commission européenne prend très au sérieux la lutte contre la contrefaçon et la piraterie. Un plan d'action veille au respect de la législation actuelle. L'accent est mis sur l'appui technique destiné à aider des pays tiers à lutter contre la contrefaçon. La Commission n'hésitera pas à rappeler à l'ordre les pays qui enfreignent systématiquement les droits de propriété intellectuelle. Elle veillera à attirer l'attention des entreprises et des consommateurs de pays tiers sur cette question.

Le problème est gigantesque. Plusieurs dizaines de millions d'articles contrefaits représentant un montant de 2 milliards d'euros sont découverts chaque année. Ce fléau sévit dans tous les secteurs et représenterait 5 à 7 % du commerce mondial. La lutte contre la contrefaçon revêt désormais une grande importance, non seulement pour des raisons économiques, mais également au regard de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité du consommateur.

20.04 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : Il ne faut surtout pas sous-estimer le problème de la piraterie intellectuelle. Il s'agit d'un problème qui se pose à l'échelle planétaire et qui va bien plus loin que la simple contrefaçon d'articles de luxe. Le circuit de la contrefaçon englobe tous les produits possibles et imaginables.

(*En français*) Nous avons cherché des solutions car cette pratique sert avant tout le crime organisé, renforce les réseaux clandestins, génère une concurrence déloyale, provoque la perte d'emplois et menace la santé et la sécurité, ce qui engendre un manque de confiance dans le chef du consommateur.

(En néerlandais) Les chiffres cités par M. Hove sont éloquentes. Les données chiffrées dont nous disposons montrent clairement que cette fraude a des répercussions énormes, notamment sur les efforts que nous fournissons pour atteindre les objectifs de Lisbonne.

Nous n'avons pas fait preuve de désinvolture en élaborant cette loi. La publication du projet de loi sur le site web du SPF Economie et le colloque qui lui a été consacré ont rencontré un large écho et constitueront un adjuvant précieux pour ceux qui combattent ce type de fraude.

Les acquis majeurs de ce projet de loi sont qu'un délit de douanes voit le jour et que, dorénavant, les marques mais aussi les dessins, les modèles, les droits d'obtention végétale, les brevets d'inventeur et les certificats complémentaires de protection seront protégés par des sanctions.

(En français) Le dépôt d'une plainte par la partie lésée ne sera plus une condition préalable comme par le passé. Nous avons également aggravé les peines pour qu'elles constituent un élément dissuasif, une procédure d'avertissement étant prévue pour le volet préventif. Il faut s'attaquer au phénomène de façon pluridisciplinaire.

(En néerlandais) Je me réjouis du fait que ces travaux aient pu être menés à bien. Le second volet de la loi sera sans doute déposé au Parlement la semaine prochaine: celui-ci comprendra les mesures civiles et les adaptations du Code judiciaire. Il s'agit notamment de transposer une directive européenne.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2852/3)

Le projet de loi compte 35 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 35 sont adoptés article par article.

Le **président** : La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

21 Projet de loi portant modification de la procédure de fixation du taux maximum de référence pour les opérations d'assurance à long terme (2844/1-3)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

21.01 **Guy Hove**, rapporteur : Je renvoie à mon rapport écrit.

21.02 **Trees Pieters** (CD&V) : Nous ne pouvons souscrire aux dispositions du présent projet de loi qui modifie le taux d'intérêt maximum que les assureurs peuvent accorder aux consommateurs sur leurs assurances-vie. Les deux avis émis dans le cadre des auditions par Test-Achats et la Commission bancaire, financière et des assurances étaient tous deux négatifs.

En 1999, le taux d'intérêt maximum avait été ramené de 4,75 % à 3,75 %. Aujourd'hui, le secteur des assurances veut encore le baisser, arguant de la solvabilité des entreprises. Cela n'a pas de sens car le taux d'intérêt fixé est maximal. Les compagnies peuvent donc offrir sans problème à leurs clients un taux inférieur. En outre, les compagnies d'assurances ne donnent pas l'impression d'être en danger de mort. La CBFA veille d'ailleurs scrupuleusement à ce qu'elles ne se trouvent jamais dans cette situation.

Le deuxième argument repose sur la prétendue antinomie de la première directive européenne, qui stipule que le taux d'intérêt maximum ne peut excéder 60 % du taux des obligations d'État. Nous ne partageons pas cette vision. La directive n'impose pas de tenir exclusivement compte du taux d'intérêt actuel des obligations d'État. Les assureurs récoltent aujourd'hui les fruits d'investissements réalisés à un moment où le taux était encore nettement supérieur. Il convient donc de tenir compte des taux moyens à long terme et non uniquement d'une référence ponctuelle. La CBFA partage également cet avis. En outre, la directive date déjà de 1979 : pourquoi juge-t-on soudainement une adaptation nécessaire ? Dans un communiqué, Test-Achats demande également à tous les parlementaires de ne pas voter en faveur de ce projet.

Par ce projet, la ministre de l'Économie entend en fait modifier la procédure de fixation du taux d'intérêt maximum. Jusqu'à présent, une telle modification était apportée par voie d'arrêté royal mais cette responsabilité incomberait désormais à la CBFA. Il s'agit à première vue d'une procédure objective mais la CBFA n'est absolument pas demandeuse d'une telle compétence parce que la fixation d'un taux de référence ne constitue pas une matière purement technique. Une intervention de l'autorité politique est souhaitable eu égard à la nécessité de soulever différents intérêts sociaux. Il appartient à la CBFA de veiller à la solvabilité du secteur et non aux intérêts du consommateur. La voix du consommateur ne sera donc pas entendue.

Nous nous interrogeons sur l'absolue nécessité de prévoir un maximum. Il n'existe pas de taux d'intérêt maximum pour les livrets d'épargne. Pourquoi, dès lors, en fixer un pour les assurances vie, qui constituent également des produits d'épargne ? Nous estimons pour notre part que la libre concurrence doit pouvoir jouer dans ce domaine. Les compagnies d'assurances se basent sur des paramètres économiques pour fixer un taux d'intérêt, après quoi le consommateur peut opérer un choix. Pourquoi limiterait-on la concurrence ?

Nous attendons avec impatience le vote du sp.a, qui se réfère toujours volontiers à Test-Achats. Eh bien, l'organisation de défense des consommateurs est opposée à ce projet. Nous pourrions donc tout à l'heure nous rendre compte de l'importance accordée aux intérêts du consommateur.

21.03 Marc Verwilghen, ministre (*en néerlandais*) : Je vois Mme Pieters, mais j'entends Mme Creyf. C'est exactement le même discours que celui qu'a tenu Mme Creyf en commission, mais ces propos ne sont pas exacts. Il y a trois raisons pour lesquelles nous voulons que ce projet de loi aboutisse. Dans la plupart des pays voisins, il n'existe pas de taux d'intérêt maximum. Dans ces pays, qui sont pourtant nos concurrents sur le marché des assurances, la situation est par conséquent moins difficile pour les compagnies d'assurances.

En outre, la directive européenne de 1979 fixe le taux maximum à 60 % de celui des emprunts obligataires de l'Etat. Le problème ne s'est pas posé plus tôt parce que les taux d'intérêt ont été longtemps très élevés. En raison de la forte baisse de ces dernières années les compagnies éprouvent des difficultés à assurer la couverture de leurs engagements.

Enfin, le FMI nous recommande de nous inspirer du régime en vigueur au Luxembourg, où ce rôle est également confié au régulateur, la CBFA. Cela ne signifie cependant pas que le pouvoir politique abandonne entièrement cette compétence. Lorsque la CBFA tarde à prendre une décision, le ministre de l'Economie peut le faire à sa place. En outre, le ministre dispose d'un droit d'évocation lorsque la CBFA prend sa décision dans les délais.

J'estime donc qu'il y a aujourd'hui suffisamment de raisons pour adopter ce projet de loi.

21.04 Trees Pieters (CD&V) : Mme Creyf ne pouvait être là aujourd'hui, mais j'ai également assisté aux travaux en commission. Les arguments du ministre ne nous ont pas convaincus.

21.05 Pierre Lano (VLD) : Test-Achats ne détient pas le monopole de la vérité.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2844/3)

Le projet de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

La séance est levée à 17 h 55. Prochaine séance ce jeudi 8 mars 2007 à 18 h 10.

De vergadering wordt geopend om 14.19 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering: de heer André Flahaut

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Johan Vande Lanotte

Gezondheidsredenen: Karine Lalieux

Familieaangelegenheden: Marie Nagy

Buitenslands: Simonne Creyf

Federale regering

Guy Verhofstadt, eerste minister: Europese Top (Brussel)

Armand De Decker, minister van Ontwikkelingssamenwerking: met zending buitenslands

Gisèle Mandaïla Malamba, staatssecretaris voor het Gezin en Personen met een handicap: met zending buitenslands (Verenigde Staten)

Vragen

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Hilde Vautmans aan de minister van Landsverdediging over "de in Libanon om het leven gekomen en gewond geraakte blauwhelmen" (nr. P1821)

- de heer Philippe Monfils aan de minister van Landsverdediging over "de in Libanon om het leven gekomen en gewond geraakte blauwhelmen" (nr. P1822)

01.01 Philippe Monfils (MR): Het overlijden van een naaste is steeds een tragische gebeurtenis, maar het stemt tot nog grotere droefenis, wanneer het om militairen gaat die er zelf voor gekozen hebben om aan vredesoperaties deel te nemen. Twee Belgische militairen hebben bij een verkeersongeval in Libanon het leven verloren.

Wat is er precies gebeurd? Waar heeft het ongeval plaatsgevonden? Is hun voertuig van de weg geraakt door een menselijke fout of een technisch falen? Om welk type voertuig ging het?

Twee andere militairen werden gekwetst, van wie één ernstig. Is het ziekenhuis waar ze naartoe werden gebracht, voldoende uitgerust? Zullen de gewonden eveneens gerepatriëerd worden?

Tot slot, welke maatregelen werden er getroffen om de slachtoffers eer te bewijzen?

01.02 Minister André Flahaut (Frans): Op moeilijke momenten als deze gaan mijn gedachten in de eerste plaats uit naar de families van de twee om het leven gekomen militairen. Wij betuigen hun onze oprechte deelneming. Tevens willen wij de naaste familieleden van de twee gewonden van onze steun verzekeren.

Een tekst met een steunbetuiging en bemoedigende woorden werd de militairen in Libanon en het personeel van Defensie toegestuurd.

Op 7 maart om 14.30 uur Belgische tijd werd het pantservoertuig ontdekt op ongeveer 35 km van Tibnin. Het operationele centrum van Defensie werd op de hoogte gebracht om 14.45 uur, en om 15.45 uur werd een communiqué verspreid. Wij betreuren dat de informatie aan de pers werd meegedeeld vóór de families van de slachtoffers werden gecontacteerd.

De twee gewonden werden per helikopter naar het Libanese universitaire ziekenhuis van Saïda overgebracht, een hospitaal op rol 3. De lichamen van de twee overleden militairen werden over de weg naar Saïda getransporteerd.

Een arts van het detachement van Tibnin werd ter plaatse gestuurd om zijn Libanese collega's bij te staan, de mogelijkheden tot repatriëring te onderzoeken en contact te leggen met de familie van de slachtoffers.

In België werden de sociale diensten onmiddellijk op de hoogte gebracht. Zij hebben de families ingelicht en hun psychosociale bijstand aangeboden. Een medisch vliegtuig staat klaar om op te stijgen met een medisch team om de gewonden te repatriëren. Daarnaast werd het nodige gedaan met het oog op de repatriëring van het stoffelijk overschot van de verongelukte militairen.

Samen met de plaatselijke overheden en met de versterkte interim-macht van de Verenigde Naties in Libanon (UNIFIL) zal een onderzoek worden uitgevoerd. Daarnaast werd ook een intern onderzoek bevolen en hangen de vlaggen in de militaire kwartieren halfstok.

Het ongeval heeft zich voorgedaan tijdens een verkenningsopdracht om het radiobereik te testen met het oog op latere ontminnings- en genieoperaties.

De twee omgekomen militairen zijn eerste korporaal-chef De Backer en adjudant-majoor Pauwels. De gewonden zijn eerste korporaal-chef Bergen en onderluitenant Vanderstraeten.

Beide gewonden werden geopereerd. De gezondheidstoestand van onderluitenant Vanderstraeten is stabiel, maar die van eerste korporaal-chef Bergen is uiterst kritiek. Er werden maatregelen genomen opdat familieleden van de gewonden die dat wensen hen in het ziekenhuis van Saïda kunnen bezoeken.

Vanmorgen is op Melsbroek een Airbus opgestegen die de overleden militairen zal repatriëren. Na een korte ceremonie worden hun lichamen vanavond voor verder onderzoek naar het hospitaal van Neder-over-Heembeek gebracht, waarna ze aan hun familie worden teruggegeven.

Het team dat met het onderzoek is belast, is vanmorgen afgereisd. Het bestaat uit twee federale politieagenten, de directeur-generaal van de directie Juridische Steun en Bemiddeling van het ministerie en drie militaire specialisten.

01.03 Philippe Monfils (MR): Kan u de conclusies van de experts aan de commissie voor de Landsverdediging overmaken?

Nu moeten vooral de getroffen families de nodige psychologische bijstand krijgen. Ik weet dat u daarvoor zal zorgen.

Het incident is gesloten.

02 Internationale vrouwendag en verwelkoming van mevrouw Nawal el Saadawi

De **voorzitter**: Vandaag vieren wij de internationale vrouwendag, die in 1978 officieel werd erkend door de VN. Deze dag is een gelegenheid om de balans op te maken van de vorderingen inzake gelijke kansen voor mannen en vrouwen.

In de kranten heb ik een artikel over de *Gender Equity Index* gelezen. Die index is gebaseerd op statistieken van het UNDP en maakt een vergelijking tussen de alfabetiserings- en de onderwijsgraad, de

beroepsstatuten en de vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de politiek.

België neemt op die index de 23^e plaats in.

Dat is niet slecht, maar ook niet goed. Een arm land als Rwanda staat op de derde plaats en doet het dus veel beter. Er zijn al veel stappen gezet, maar er is nog veel werk aan de winkel. Zo zijn vrouwen nog al te vaak het slachtoffer van geweld. Ook zijn ze nog steeds ondervertegenwoordigd in uitvoerende organen en nemen zij, ook in dit land, nog te weinig deel aan de politieke macht.

Ter gelegenheid van de vrouwendag verwelkomen wij hier vandaag mevrouw Nawal el Saadawi. (*Applaus op alle banken*) Zij is een bekende schrijfster en voorvechtster van vrouwenrechten. Haar vele boeken zijn vertaald in meer dan dertig talen en zijn vaak een pleidooi voor meer rechten voor vrouwen in moeilijke omstandigheden. Zij voert een niet aflatende strijd tegen het fundamentalisme in al zijn vormen. Vandaag gaf zij mij deze mooie zin mee: "*Hope is power*". (*Applaus*)

Het incident is gesloten.

03 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Tony Van Parys aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het Phenixproject" (nr. P1807)
- de heer Bart Laeremans aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het Phenixproject" (nr. P1808)
- de heer Dylan Casaer aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het Phenixproject" (nr. P1809)
- de heer Jean-Marc Nollet aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het Phenixproject" (nr. P1810)
- mevrouw Marie-Christine Marghem aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "het Phenixproject" (nr. P1811)

03.01 **Tony Van Parys** (CD&V): Gisteren was een zwarte dag voor Justitie : Phenix is niet meer. Nochtans was de belofte dat het gerecht dank zij Phenix volledig geïnformatiseerd zou zijn voor het einde van de regeerperiode. Zes jaar zijn voorbij, 12 miljoen euro werd geïnvesteerd en het resultaat is nihil.

De grote vraag is wat we nu moeten. Alle proefprojecten zijn mislukt en we moeten dus terugvallen op het oude systeem, waarin al zes jaar niet meer wordt geïnvesteerd. Hoe zal de minister Justitie opnieuw operationeel maken? De minister zal een beroep moeten doen op andere partners, nieuwe aanbestedingen zullen nodig zijn en Unisys zal wellicht procedures inspannen.

Wat zal de minister doen om Justitie draaiende te houden?

03.02 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Deze minister zal niet de geschiedenis ingaan als de minister die Justitie weer op de rails heeft gezet. Na een aantal andere schromelijke mislukkingen op het vlak van strafuitvoering, gevangenisbeleid, hervorming van de magistratuur en dergelijke is nu ook het Phenixproject mislukt. Dat is sterk in tegenspraak met verklaringen van de minister in de loop van de voorbije jaren. Drie maanden geleden nog vond ze dat we de toestand niet moesten dramatiseren..

De minister schuift de schuld ook nogal gemakkelijk af op het bedrijf. Twee mislukte proefprojecten zijn toch een duidelijk signaal. Waarom heeft de minister anderhalf jaar laten verstrijken tussen het eerste en het tweede proefproject? Waarom heeft ze na het twee mislukte proefproject nog eens drie maanden getalmd? Hoe reageert de minister op de kritiek van het bedrijf dat ze geen draagvlak voor de automatisering heeft gecreëerd, noch de randvoorwaarden voor een goede samenwerking? Wat zal de minister doen om Justitie nu eindelijk geïnformatiseerd te krijgen?

03.03 **Dylan Casaer** (sp.a-spirit): Modernisering is belangrijk voor Justitie en op het gebied van automatisering heeft het departement nog een lange weg af te leggen. Met dertien verschillende systemen

kan men niet efficiënt werken. Toch wil ik hier niet zomaar de grootinquisiteur spelen, want waarschijnlijk is het in 2001, toen het contract werd afgesloten, al misgegaan door geen afdoende waarborgen in het contract op te nemen. Het bedrijf Unisys begreep volgens sommigen toen al niet helemaal waar het bij Justitie om draait en ging ook de exacte behoeften op het terrein niet na.

Wat zijn de intenties van de minister in verband met het contract met Unisys en de schade die de staat en wij allen hebben geleden? Wat zijn de gevolgen op het terrein? Voor de strafuitvoeringsrechtbanken en de collectieve schuldenregeling had men dringend nood aan goede informaticaondersteuning om die projecten en innovaties te laten draaien. Wat is de minister in de nabije toekomst van plan?

03.04 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Net als mijn collega's maak ik mij zorgen over de rampzalige gevolgen van de verbreking van het contract in het kader van het Phenixproject op het tijdschema voor de modernisering van de diensten van het departement Justitie. U heeft de beslissing lang voor zich uitgeschoven, maar nu de regeerperiode ten einde loopt bent u uiteindelijk gedwongen om ze te nemen.

Welke bedragen werden al in dat project geïnvesteerd? Wat heeft men ondernomen om het project te recupereren? Waarom heeft u zolang getalmd met het nemen van die beslissing, terwijl er in 2004 al duidelijke signalen in die richting waren? Welke maatregelen zal u treffen om de opgelopen vertraging in te halen en dat departement goed te laten functioneren?

03.05 Marie-Christine Marghem (MR): Het is vandaag vrouwendag, en we gaan elkaar goed begrijpen! Wij hebben in de Phenixcommissie herhaaldelijk uiting gegeven aan onze ongerustheid over dat project. Op 1 februari antwoordde u nog op een vraag van een collega dat het systeem operationeel was.

Vandaag lezen wij in de pers dat u het systeem ondanks de constructieve voorstellen van Unisys heeft afgewezen.

Welke remediërende maatregelen zal u nemen om te voldoen aan de dringende behoefte aan informatisering van de gerechtelijke diensten?

Wat zal die verbreking van het contract, die wellicht aanleiding zal geven tot het sluiten van een ander contract, kosten?

03.06 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Aangezien dit dossier een juridisch staartje kan hebben, zal u wel begrijpen dat ik me hier tot de hoofdzaak en het voorlezen van mijn vooraf opgesteld antwoord beperk.

In een brief heb ik Unisys gisteren op de hoogte gebracht van de beslissing van de regering om het contract inzake de informatisering van het departement Justitie te verbreken. Dat is het logisch gevolg van de verzoeningsprocedure die in januari werd opgestart. We hebben al onze klachten op papier gezet, maar het antwoord van het bedrijf voldoet hoegenaamd niet. Die breuk was onvermijdelijk geworden omdat de uitvoering steeds meer vertraging opliep en de kwaliteit van de dienstverlening te wensen overliet. De eerste toepassingen dienden eind 2004 geleverd te worden, maar op een na – die dan nog onbruikbaar is – werd geen enkele tijdig geïnstalleerd. Als men het oorspronkelijke contract had nageleefd, zou Justitie thans bijna volledig geïnformatiseerd geweest zijn.

Phenix was een wereldprimeur, maar Unisys kon die opdracht blijkbaar niet aan.

De eerste testomgeving die in april 2005 in Turnhout werd opgestart, is een ramp. Na een bezoek van Amerikaanse vertegenwoordigers van Unisys werd er, met de goedkeuring van Fedict, getracht de problemen zoveel mogelijk te verhelpen en heeft het bedrijf zijn teams versterkt. In oktober 2005 werd er een aanhangsel goedgekeurd.

We konden het contract niet eerder verbreken omdat we eerst alles in het werk moesten stellen om dat project te doen slagen – wat we dan ook hebben gedaan, als goede huisvader en volgens de aanwijzingen van Fedict.

Sinds december 2004 werd geen enkele factuur meer betaald.

In de herfst van 2006 was de maat echter vol: opnieuw was er achterstand, de toepassing voor de collectieve schuldenregeling beantwoordde niet aan de verwachtingen, Unisys snoeide steeds vaker in zijn teams en de projectleiders volgden elkaar in snel tempo op.

(Nederlands) Het beheer van Phenix werd toevertrouwd aan een stuurcomité, samengesteld uit de voorzitter van de FOD Justitie, de voorzitter van het Hof van Cassatie en de directeur van mijn beleidscel. Al snel is dit comité versterkt door een vertegenwoordiger van Fedict. In december 2004 is een expert van Fedict aangesteld als projectleider voor Justitie. Zodra de eerste zorgwekkende signalen verschenen, heeft de FOD ook een gespecialiseerd advocatenbureau in de arm genomen.

Sinds december 2004 heeft Justitie ook geen enkele factuur meer betaald. In totaal zijn sinds 2001 voor 9 miljoen euro facturen betaald, waarvan 6,7 miljoen tijdens de vorige regeerperiode. Dit is een van de elementen van de schadevergoeding die de Staat zal vorderen, naast de duizenden werkuren die magistraten, griffiepersoneel en ambtenaren aan dit project besteed hebben, de morele schade en de schade door de vertraging.

(Frans) Wat de toekomst betreft, wil ik herinneren aan de investeringen die werden gedaan, het werk dat werd geleverd en de ervaring die werd opgedaan.

We zullen de informatisering van Justitie op een andere manier verwezenlijken. Op korte termijn zullen we andere leveranciers inschakelen om de modernisering van de nodige computertoepassingen voort te zetten. Het informaticamaterieel dat we in het kader van het Phenixproject hebben verworven, zal eveneens worden ingezet. Ook het project 'Just-Scan' en de onlinedatabank jurisprudentie worden verder uitgewerkt.

Ik wil iedereen die aan dit project heeft meegewerkt, bedanken: magistraten, griffiers, parketpersoneel en ambtenaren. De beslissing om het contract te verbreken, werd genomen in overleg met de Inspectie van Financiën, Fedict, mijn administratie en de rechterlijke orde.

03.07 Tony Van Parys (CD&V): De minister had het moeilijk scherper kunnen stellen: Phenix is een ramp. Deze verklaringen staan in schril contrast met de triomfantelijke toon van een tijdje geleden, toen de eerste minister de dood van de veelkoppige draak van de dertien verschillende informaticasystemen van Justitie aankondigde.

De schuld helemaal in de schoenen van Unisys schuiven is toch wat te gemakkelijk. Het is duidelijk geworden dat Justitie niet in staat is om een dossier van deze omvang te beheeren, te beheersen en op te volgen. Van in het begin ging het fout, met een slecht contract dat afgesloten is tegen het advies van de inspecteur van Financiën in. Er is trouwens nog een procedure hangende wegens onregelmatigheden bij de aanbesteding, waar ook een schadeclaim van 1 miljoen euro aan vasthangt.

Het is ook onbegrijpelijk dat de minister in oktober 2005 nog een contract onderhandeld heeft met dezelfde firma waarvan zij nu zegt dat die er niets van gebakken heeft.

Het management van Justitie heeft gefaald en het Parlement is misleid. Tijdens een hoorzitting over dit onderwerp in juni 2006 werd nog gezegd dat het systeem voor de vredegerichten, de politierechtbanken en de collectieve schuldenregeling tegen het einde van het jaar operationeel zou zijn. Vandaag is daar nog niets van in huis gekomen. Men heeft ons de hele tijd gesust.

De twee paradepaardjes van minister Onkelinx zijn erg gehavend uit deze regeerperiode gekomen. Van het Themisproject blijft enkel nog een commissie voor de hervorming van de magistratuur over. En met het Phenixproject is het gegaan zoals in het verhaal van Toon Hermans: de duif is dood. De balans van deze regeerperiode is dan ook bijzonder negatief.

03.08 Bart Laeremans (Vlaams Belang): De minister voegt eigenlijk niets toe aan wat we al wisten uit de persberichten. Reeds eind 2004 werd de betaling van de facturen gestaakt. Toch heeft men nog twee jaar gewacht om de stekker uit te trekken. Dat heeft de belastingbetaler een miljard gekost!

Wat we konden lezen in de beleidsnota's van de minister, staat ook haaks op de verklaringen die zij in de voorbije dagen heeft afgelegd. De minister heeft in het verleden de waarheid dus verbloemd. Wij willen dat een parlementaire onderzoekscommissie dit dossier eens grondig uitspit.

03.09 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Ik ben wel degelijk bereid te geloven dat men nog alles gedaan heeft om dit project te redden, al was het maar om de juridische positie van de Staat veilig te stellen. Ik voel me dan ook niet geroepen om hier voor grootinquisiteur te spelen. Ik hoop alleen dat men op korte termijn met een nieuw project van start kan gaan en dat de resultaten zo snel mogelijk op het terrein zichtbaar worden.

03.10 Jean-Marc Nollet (ECOLO): U zegt dat geen enkele toepassing tijdig werd geleverd. Maar waarom heeft men zolang gewacht? U heeft een blind vertrouwen in het systeem gehad en thans rest u geen andere mogelijkheid dan het contract op te zeggen.

U moet toch tenminste kunnen toegeven dat u een inschattingsfout gemaakt heeft die ernstige gevolgen heeft voor de informatisering, de modernisering en de kwaliteit van de juridische dienstverlening waar de burgers recht op hebben.

03.11 Marie-Christine Marghem (MR): Over de grond van de zaak ben ik het met u eens. Het heeft geen zin om een contract voort te zetten, als dat toch tot mislukken gedoemd is. Maar de overheidsopdrachten zitten me dwars.

Als ik het goed heb begrepen, is dat contract tot stand gekomen via een wereldwijde offerteaanvraag. In elk bestek staan echter bepalingen over de schadeloosstelling in geval van vertragingen bij de uitvoering en contractbreuk.

Zal men een beroep doen op de wet op de overheidsopdrachten om een nieuwe operator aan te duiden? Zal u met dezelfde operatoren blijven werken, op grond van een minnelijke schikking en een schadeloosstelling? Hoe heeft de regering zich voor die contractbreuk ingedekt? Hoe zal de wet op de overheidsopdrachten nageleefd worden en hoe zullen de vergoedingen worden toegekend?

03.12 Minister Laurette Onkelinx (Frans): In het kader van Phenix hebben we materieel verworven dat we in gebruik zullen nemen. We hebben het contract met Unisys opgezegd en er moet een schadevergoeding worden betaald. Om de belangen van de Staat niet te schaden, zal ik u geen verdere informatie geven over de manier waarop we dat dossier zullen afwikkelen, de besprekingen met Unisys of de lopende rechtszaak.

03.13 Marie-Christine Marghem (MR): Maar met welke operator zal u dan voortaan samenwerken en hoe zal dat gebeuren?

03.14 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Ik heb die vraag al beantwoord maar misschien hebt u niet geluisterd!

03.15 Marie-Christine Marghem (MR): We zullen u later opnieuw ondervragen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Roel Deseyn aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de controle op belspelletjes en de naleving van het koninklijk besluit" (nr. P1812)

04.01 Roel Deseyn (CD&V): Inzake de belspelletjes op televisie, waarnaar men kan bellen via dure lijnen, is er eindelijk een KB dat voor een reglementering zou moeten zorgen. Organisatoren van dergelijke spelletjes moeten de voorafgaande toestemming hebben van de Kansspelcommissie, al dan niet na advies van de dienst Economische Zaken.

Beschikken alle spelletjes die nu op het scherm worden aangeboden, wel over zo een machtiging? Er zijn ondertussen al meer dan 160 klachten geregistreerd bij de Kansspelcommissie. Kunnen alle soorten belspelletjes rekenen op de goedkeuring van de Kansspelcommissie?

04.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Het KB van oktober 2006 ter controle van de belspelletjes is in werking getreden op 1 januari 2007. De Kansspelcommissie moet alle dossiers goedkeuren. Tot hertoe zijn er vijf dossiers ingediend, waarover een beslissing wordt verwacht tegen eind april. De Kansspelcommissie zal voortaan een proces-verbaal kunnen opstellen voor die belspelletjes die de voorwaarden niet respecteren. Het parket kan daarop vervolgen.

Nu geldt er een nog overgangperiode, maar vervolging is toch al mogelijk. Ik heb geen cijfers over het aantal klachten en vervolgingen bij het parket, maar ik kan daar later wel schriftelijk op antwoorden.

04.03 **Roel Deseyn** (CD&V): Er zijn dus slechts vijf klachten hangende, terwijl er heel veel soorten spelletjes worden aangeboden. Heel wat van die spelletjes worden dus illegaal aangeboden en ik betreur dat.

Ik lees niets over een overgangperiode in het KB. De minister spreekt enkel over een proces-verbaal als punten niet worden nageleefd, terwijl ze zwijgt over de initiële machtiging waarover aanbieders moeten beschikken. Ten bate van de consument moet de minister ervoor zorgen dat men duidelijk op het scherm vermeldt hoeveel mensen er meedoen. Nu wordt er gegoocheld met de klokjes en de aantallen en dat is een manifeste overtreding van het KB. Ook strijdig met het KB is het feit dat de oplossing die aan het eind wordt meegedeeld, vaak niet strookt met de opgave. Bovendien geeft men in vele gevallen de tijdsduur van het spel niet duidelijk aan.

Mensen mogen worden verleid, maar de minister moet optreden als er mensen worden misleid.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van mevrouw Véronique Salvi aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de werking van de Dienst voor alimentatievorderingen" (nr. P1813)**

05.01 **Véronique Salvi** (cdH): De Dienst voor alimentatievorderingen heeft ons zonet zijn rapport voor 2005 voorgesteld. Die bekendmaking is het geschikte ogenblik om een eerste balans op te maken. Blijkbaar rijzen er problemen op het stuk van de informatie, de financiering en het vaststellen van het maximuminkomen om toegang tot het fonds te krijgen.

Zal u maatregelen nemen om de informatie en de toegankelijkheid te verbeteren? Wordt overwogen om de maximumbedragen af te schaffen? Zal het fonds voortaan op een andere manier worden gespijsd?

Vaak is het ook moeilijk om een debiteur die de voorgeschieden vorderingen niet terugbetaalt, te bestraffen. Wordt er aan sancties gedacht? Overweegt men bevoegde instanties toegang tot de Kruispuntbank te verstrekken?

05.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Gisteren organiseerde de commissie voor de Financiën een hoorzitting waarop de leidinggevende ambtenaar van de Dienst voor alimentatievorderingen was uitgenodigd. Het ware interessant dat u aan die commissievergaderingen zou deelnemen, om er uw vragen te stellen en antwoorden te verkrijgen.

Wat de informatie betreft, worden er brochures verspreid en zoals gevraagd in het evaluatierapport zullen wij die op nog veel ruimere schaal verspreiden. Er zal contact worden opgenomen met de Kruispuntbank teneinde te onderzoeken hoe de toegang tot de informatie kan worden geregeld.

De modaliteiten en de toekenningsvoorwaarden moeten op wetgevend vlak worden geregeld. Ik ben bereid voorstellen van amendement dienaangaande opnieuw te onderzoeken, maar zij moeten de steun krijgen van een meerderheid in het Parlement.

05.03 Véronique Salvi (cdH): Het is niet omdat men niet persoonlijk aanwezig is in de commissie dat men niet alle werkzaamheden van de Kamer volgt. Wij konden hier gisteren een aantal technische antwoorden krijgen. Maar het politieke debat kon enkel in uw aanwezigheid worden gevoerd.

Ik ben aangenaam verrast dat u bereid bent het dossier opnieuw te onderzoeken. Bij het cdH wilden wij altijd al teruggrijpen naar de oorspronkelijke universele strekking van deze wet. Het zou ons ten zeerste verheugen om daar een politieke bijdrage toe te kunnen leveren.

Het incident is gesloten.

05.04 Pieter De Crem (CD&V): We moeten toch iets doen aan de aangekondigde afwezigheden en aanwezigheden van de ministers in het Parlement. Vorige week was de komst van minister Reynders aangekondigd, maar hij liet zich vervangen. Vandaag stond de minister van Financiën dan weer als afwezig aangekondigd, maar hij is nu wel aanwezig. De voorzitter moet verzekeren dat de aanwezigen aanwezig zijn en de afwezigen afwezig. De heer Bogaert had vragen willen stellen aan minister Reynders, maar heeft het niet gedaan omdat de minister op de lijst van de afwezigen stond.

De **voorzitter**: Ik begrijp dat men geen vraag indient als men denkt dat de minister niet komt. De heer De Crem heeft daarin gelijk. Het is evenwel een aangename verrassing wanneer iemand die eerst had gezegd niet te komen, er dan toch is.

05.05 Paul Tant (CD&V): Zo kan men aanwezig zijn op de eigen begrafenis. (*Glimlachjes*)

De **voorzitter**: Ik ben nooit getuige geweest van het tegenovergestelde. (*Gelach*)

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het bezoek van Al Gore" (nr. P1814)

06.01 Melchior Wathelet (cdH): U nodigt uzelf zelfs uit op plaatsen waar u niet uitgenodigd bent, meer bepaald tijdens de fotosessie met de eerste minister en de gewezen Amerikaanse vicepresident Al Gore. In welke hoedanigheid was u daarbij aanwezig? Zou men er niet beter aan doen om de Kyoto-doelstellingen te halen in plaats van erover te praten? Men heeft Kyoto-Plus al voorgesteld, maar concrete maatregelen blijven uit. De agenda van de Ministerraad *extra muros* van 18 tot 20 maart is nog steeds niet bekend. De vice-eersteministers zelf verbazen zich erover nog niet te weten waarover men zal praten. Voorts bevat het verslag van de Europese Commissie kritiek op een aantal budgettaire maatregelen op korte termijn.

Met welke maatregelen zal u trachten de Kyoto-doelstellingen te halen? Welke beslissingen zal u treffen om van de komende Ministerraad *extra muros* een positieve gebeurtenis en geen mediaspektakel te maken?

06.02 Minister Didier Reynders (*Frans*): Ik nodig de heer Wathelet uit om mijn website af en toe te raadplegen, want hij is duidelijk erg geïnteresseerd in mijn agenda.

(*Nederlands*) Ook de heer De Crem kan mijn agenda raadplegen op mijn website.

06.03 Pieter De Crem (CD&V): Als ik een blik zou werpen op de website van de minister, vind ik daar misschien ook informatie over de werking van het ministerie van Financiën. (*Applaus bij CD&V*)

06.04 Minister Didier Reynders (*Nederlands*): De heer De Crem kan natuurlijk altijd ook de website van de FOD Financiën raadplegen. Sinds de modernisering van Financiën spreken we immers van een FOD, niet meer van een ministerie. (*Rumoer*)

06.05 Pieter De Crem (CD&V): Met veel 'ambetantenaren'.

06.06 Minister Didier Reynders (*Frans*): Vorige week liet ik u weten dat ik niet naar de Kamer zou kunnen

komen, omdat de minister van Buitenlandse Zaken, de premier en ik president Poetin en enkele collega's een bezoek zouden brengen.

Wanneer een commissie een hoorzitting met een ambtenaar organiseert, laat ik de ambtenaar erheen gaan om gehoord te worden, tenzij het Parlement wil dat de minister eveneens aanwezig is.

Vanochtend heb ik de heer Bayrou ontvangen. We hebben hem uitgenodigd voor de lunch, in gezelschap van de eerste minister en verscheidene liberale Europese leiders. De heer Bayrou is lid van de 'Alliantie van Liberalen en Democraten voor Europa-fractie' en vergadert met ons voor elke top. Ik was erg blij dat er ook mensen van andere politieke gezindheden bij waren.

Al Gore is een vriend van me. Drie of vier jaar geleden, toen Wallonië nog belangstelling had voor economische ontwikkeling, had de heer Kubla Al Gore ook uitgenodigd. We hebben hem toen ontvangen aan de universiteit van Louvain-la-Neuve. Gisteren was ik in de Wetstraat 16 voor een vergadering van het overlegcomité. Als ik de kans krijg de heer Gore te ontmoeten en de premier mij dat voorstelt, praten we natuurlijk, en we hebben gepraat over de Europese Raad van vanmiddag, waarop de ministers van Financiën uitgenodigd zijn - duidt u het mij niet ten euvel als daar een foto of twee van verschijnen - en die over de klimaatverandering zal gaan, meer bepaald over de fiscale maatregelen op het gebied van energie.

Het lijkt me logisch dat men hierover debatteert met diegene wiens film alle Belgische politici willen zien.

06.07 Melchior Wathelet (cdH): Dus de minister van Financiën is op uitnodiging van de heer Al Gore himself naar de Wetstraat 16 gekomen. Zonder uw collega-ministers te verwittigen, uiteraard. Zo stond het anders niet in de pers, en de pers wist ook te melden dat de premier nogal verveeld zat met dit alles. Foto's, ontmoetingen met vrienden, ach, uiteindelijk stoort me dat allemaal niet. Wat telt is dat we goede maatregelen treffen om de opwarming van de aarde tegen te gaan.

Maar het probleem is dat de laatste keer dat uw vriend u een idee influisterde, dat ons de verpakkingshelling opleverde. Zes maanden later ziet men in dat dat een zeer slechte maatregel was, die het milieu geen stap vooruit helpt en de bedrijven op onbillijke wijze zou benadelen.

Ik vraag u om echt iets te doen aan de opwarming van de aarde, in plaats van uw verkiezingscampagne voor te bereiden of uzelf nu al uit te roepen tot opvolger van de eerste minister van dit land. (*Applaus bij het cdH en CD&V*)

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Dylan Casaer aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de inning van penale boeten" (nr. P1815)

07.01 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Uit een rapport van het Rekenhof dat vandaag aan het Parlement werd bezorgd, blijkt dat een en ander misloopt met de inning van boeten die correctionele en politierechtbanken opleggen, evenals met de afhandeling van de verbeurdverklaring. Uit steekproeven blijkt dat ongeveer de helft van de boeten niet betaald wordt. Dat komt onder meer omdat de vervangende gevangenisstraf bij niet-betaling niet kan worden uitgevoerd omdat onze gevangenen overvol zijn.

Volgens het Rekenhof werkt de Administratie der Domeinen - waarvoor minister Reynders bevoegd is - niet goed, kampt ze met gebrekkige informatica en ontbreekt een eenvormige boekhouding. Ook in het rapport van het Rekenhof van 2000 bleek trouwens al dat er problemen waren met die dienst.

Het kan niet dat wie wel betaalt, de pineut is en dat een gevoel van straffeloosheid ontstaat. Dat zou slecht zijn voor de geloofwaardigheid van Justitie.

Werden de in 2000 aangekondigde maatregelen geëvalueerd? Hoe komt het dat een en ander op het terrein niet werkt? Welke bijkomende maatregelen komen er? Ondanks alles ben ik niet defaitistisch, want van de minnelijke schikkingen wordt wel 80 à 90 procent geïnd.

07.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): In de commissie Financiën van volgende woensdag kunnen we het rapport van het Rekenhof uitvoerig bespreken.

Er is al een nieuwe, geautomatiseerde procedure inzake de invorderingen. Het 'steamerproject' is een informaticaproject binnen Coperfin dat geldt voor alle invorderingen, dus niet enkel voor de penale boetes. De details van de resultaten daarvan kunnen we in de commissie bespreken.

In de programmawet van 27 december 2006 hebben we bovendien beslist de procedure te vereenvoudigen. Het is nog te vroeg voor een evaluatie, maar de penale boetes zullen voortaan toch makkelijker geïnd kunnen worden.

De informatie-uitwisseling tussen de FOD's Justitie en Financiën moet beter. Er is al overlegd over de twee informaticasystemen, maar ik heb de FOD Justitie nog een vergadering gevraagd. We zullen zien wat mogelijk is in het licht van de recente beslissing inzake Phenix, maar we hebben al overlegd met de deurwaarders om tot een betere samenwerking te komen. Ik hoop dat er in de commissie Financiën beslissingen kunnen worden genomen.

07.03 **Dylan Casaer** (sp.a-spirit): Ik kom woensdag uiteraard naar de commissie, want tien jaar na de eerste onderzoeken is een evaluatie nodig. Er moeten concrete resultaten zijn op het terrein. Er kan over samenwerking tussen de FOD's worden gepraat, maar ik vraag me af de inning wel een kerntaak is van de FOD Financiën. Moeten we geen justitiële incassobureaus naar Nederlands model oprichten, met resultaatsverbintenissen voor administratie en management, zodat de percentages van de inningen gevoelig verhoogd kunnen worden?

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van mevrouw Hilde Dierickx aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de sluiting van de cellen in het justitiepaleis te Dendermonde" (nr. P1816)**

08.01 **Hilde Dierickx** (VLD): Begin vorige maand drong ik bij de ministers Onkelinx en Reynders aan op een doorbraak inzake de renovatie van het cellencomplex in het Dendermondse justitiepaleis. Toen al was de toestand acuut, maar sindsdien moesten de cellen tijdelijk zelfs worden gesloten wegens elektrocutiegevaar. Er werden al voorlopige maatregelen genomen, maar een definitieve oplossing is er nog steeds niet. De veiligheid komt echter in het gedrang en er wordt gevreesd voor een escalatie.

De rechtbank van Dendermonde is de vierde grootste van het land. Dagelijks worden ongeveer vijftig gevangenen naar de rechtbank overgebracht. Het is heel belangrijk dat zij in cellen kunnen worden vastgehouden.

Hoe ver staan de zaken in dit dossier? Op 20 juli maakte de Ministerraad 1,8 miljoen euro vrij voor Dendermonde. Gaan de prijsonderhandelingen verder of komt er een nieuwe aanbesteding? Wanneer kunnen de werken starten?

08.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De prijsonderhandelingen gaan verder. Er zijn twee dossiers. Een is er klaar. Wij wachten op het akkoord van de Inspectie van Financiën. Dat geldt ook voor het dossier betreffende de renovatie van het dak en van een aantal cellen in de gevangenis.

Er werd inderdaad in de nodige kredieten voorzien. Als alle dossiers klaar zijn, hoop ik op heel korte termijn het akkoord te krijgen van de Inspectie van Financiën en de minister van Begroting. Er komt nog een vergadering met de Inspectie van Financiën, de minister van Begroting en de Regie der Gebouwen. De normale procedure wordt gevolgd. Er was inderdaad een probleem met de eerste offertes door prijsafspraken tussen de verschillende leveranciers, maar ondertussen zijn de dossiers klaar.

08.03 **Hilde Dierickx** (VLD): Dit is hetzelfde antwoord als vorige maand. Ik dring aan op spoed. De dossiers zitten in een impasse. Een escalatie van de situatie moet absoluut worden voorkomen.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van de heer Willy Cortois aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de door het BOIC georganiseerde tombola's voor het goede doel" (nr. P1817)

09.01 Willy Cortois (VLD): De voorbije dagen ontstond commotie over de nationale tombola's die door het BOIC samen met enkele privéfirma's worden georganiseerd. In principe zijn tombola's bij wet verboden, behalve voor liefdadigheid en het goede doel. Het BOIC is een vzw die zich inzet voor het goede doel.

De minister geeft regelmatig toelating voor die nationale tombola's. Hoeveel waren dat er in 2004 en 2005? Aan welke voorwaarden moet worden voldaan?

Is er na de tombola's enige controle op de aanwending van het ingezamelde geld, en zo ja, door wie? Het is algemeen aanvaard dat ongeveer 50 procent ervan zou moeten terechtkomen bij het goede doel, maar sommigen vrezen nu voor carrousels waarbij geld bestemd voor topsport, terugvloeit naar de bedrijven. Ontving de minister al klachten in die zin, en zo ja, wat gaat hij doen?

09.02 Minister Patrick Dewael (Nederlands): De nationale tombola's worden gereguleerd door een KB. Bij een aanvraag moet een vzw ter controle een aantal documenten mee indienen bij Binnenlandse Zaken. Een van die controle-elementen is een echtverklaring van de jaarbalans door een erkend accountant of bedrijfsrevisor. Zo wordt gecontroleerd of de middelen worden besteed overeenkomstig het toelatingsbesluit.

Sport is niet mijn bevoegdheid. Ik kan dus geen uitspraken doen over het BOIC, maar ik neem aan dat de raad van bestuur van het BOIC, het internationale kader van de vzw en de algemene vergaderingen van de commissarissen controle uitoefenen op de ethische besteding van de middelen.

Als er klachten zouden worden ingediend, dan wordt het parket hiervan onmiddellijk op de hoogte gebracht.

Nagaan of de doelstellingen van het BOIC op het vlak van de sport worden gerealiseerd, is echter niet mijn bevoegdheid.

09.03 Willy Cortois (VLD): Voor hoelang geldt zo een vergunning? Laat ze toe meerdere tombola's per jaar te organiseren? Zijn het verslag en de balans van de bedrijfsrevisor vereist bij iedere aanvraag?

09.04 Minister Patrick Dewael (Nederlands): Een vergunning geldt voor een jaar. Bij elke nieuwe aanvraag moet het verslag van een erkend accountant worden bijgevoegd.

Ik herhaal dat de bevoegdheid over sportzaken bij de Gemeenschappen ligt.

Het incident is gesloten.

10 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Katrien Schryvers aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de aanpak van de rondtrekkende inbrekers" (nr. P1818)

- de heer Filip De Man aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de aanpak van de rondtrekkende inbrekers" (nr. P1819)

10.01 Katrien Schryvers (CD&V): In de kadernota Veiligheid en in het Nationaal Veiligheidsplan wordt de strijd tegen rondtrekkende dadergroepen als prioritair bestempeld. Een studie door de federale politie toont aan dat er zich de voorbije jaren wel een daling heeft voorgedaan van het aantal inbraken, maar dat zich in 2006 opnieuw een stijging met 5 tot 10 procent voordeed. Waakzaamheid en bijsturing zijn dus nodig. Bovendien zijn steeds meer minderjarigen bij die feiten betrokken en is er een link tussen de netwerken van dadergroepen en illegalen.

Bij de bespreking van de asiel- en vreemdelingenwetgeving hebben wij altijd benadrukt dat een goed beleid korte procedures en een krachtig uitwijzingsbeleid vergt. Zoniet vallen uitgewezenen die hier blijven rondhangen, gemakkelijk ten prooi aan de criminaliteit.

In mei 2005 werd in het Parlement een wet goedgekeurd die tot doel had daders van vreemde nationaliteit in hun land van herkomst hun straf te laten uitzitten. De minister verklaarde zich daarvan toen een groot voorstander.

Dat de straf moet worden uitgezeten in het land van herkomst, heeft overduidelijk een groot afschrikkingeffect. Zo een systeem vergt wel dat er bilaterale akkoorden met de landen van herkomst worden afgesloten.

Welke maatregelen zal de minister in navolging van de studie nemen om strijd tegen de bendes op te voeren? Zal hij zorgen voor een strikte navolging van het uitwijzingsbeleid? Wat is de stand van zaken van het afsluiten van akkoorden met de landen van herkomst? Worden daarvoor ook op EU-niveau inspanningen gedaan? Hoeveel veroordeelden zijn er sinds 2005 gerepatrieerd om hun straf in hun land van herkomst uit te zitten?

10.02 Filip De Man (Vlaams Belang): De studie die in het Politiejournaal is verschenen, is eigenlijk een blamage voor de minister van Binnenlandse Zaken. Uitgeprocedeerde asielzoekers moeten beter worden opgevolgd en sneller worden gerepatrieerd. Dat is nodig wil men de zogenaamde 'rondtrekkende dadergroepen' – de politiek correcte omschrijving voor 'vreemdelingen die stelen in het hele land' – aanpakken. Nu krijgen uitgeprocedeerden een bevel om het land te verlaten binnen de vijf dagen en dat is het dan. De politie heeft geen mandaat om de naleving van dat bevel op te volgen. Ook stelt de studie dat er veel vaker afsluitacties van bepaalde wijken moeten plaatsvinden.

Zal de minister werk maken van deze aanbevelingen? Vindt de minister niet dat criminelen hun straf in hun land van herkomst moeten uitzitten? Zo ja, waarom maakt de minister daar dan geen werk van?

10.03 Minister Patrick Dewael (Nederlands): De criminaliteitsstatistieken laten ons toe om te zien op welke vlakken het goed gaat en op welke vlakken we onze waakzaamheid moeten verhogen en dus moeten ingrijpen. Een steeds wederkerend probleem zijn inderdaad de rondtrekkende dadergroepen. In 2005 hebben we daartegen zeer doelgerichte acties gevoerd, wat tot een gunstige evolutie van de criminaliteitscijfers leidde. Vorige jaar steeg dat cijfer weer. Dat is echter vrij normaal: de politie grijpt ergens in, waarop de criminelen zich aanpassen en hun actieterrein verleggen. Zo vinden de inbraken meer en meer overdag plaats, wordt er meer en meer in appartementen ingebroken en stijgt het aantal metaaldiefstallen. Het is dan aan de politie om het beleid opnieuw bij te sturen.

Momenteel vinden er al zogenaamde FIPA-acties plaats, acties waarin alle zones van een arrondissement samenwerken om een bepaald probleem aan te pakken. Zo heeft men onlangs in Limburg een gezamenlijke actie inzake drugs en woningbraak gevoerd. Ook in de komende maanden zijn er verschillende FIPA-acties gepland.

Ook inzake preventie moet er een tandje worden bijgestoken. Ik vermeld hier onder meer het belastingvoordeel voor wie zijn huis beveiligd tegen inbraak.

Veel daders komen uit voormalige Oostbloklanden, waarvan er meerdere nu deel uitmaken van de EU. Hun onderdanen mogen hier dus sowieso drie maanden legaal verblijven. Als zij worden gerepatrieerd – in 2006 zijn er meer dan 11.500 mensen gerepatrieerd naar allerlei landen – kunnen zij gewoon terugkomen dankzij het vrij verkeer van personen binnen de EU.

Het is dus veel efficiënter om deze misdadigers te betrappen, te veroordelen en de straf in het land van herkomst te laten uitzitten. Dat heeft het grootste ontradingseffect. Hoeveel misdadigers er worden gerepatriëerd, hangt af van het bestaan van bilaterale akkoorden met de landen van herkomst. De minister van Justitie is bevoegd voor het afsluiten van die akkoorden. Zij werkt daaraan. *(Gelach van de oppositie)* Binnenkort wordt bijvoorbeeld met Marokko gesproken, ook de voormalige Oostbloklanden staan op het lijstje.

10.04 Katrien Schryvers (CD&V): Ik hoor de minister graag zeggen dat hijzelf en de minister van Justitie "er werk van maken" dat misdadigers hun straf in het land van herkomst kunnen uitzitten. De wet is wel al in mei 2005 goedgekeurd!

10.05 Minister Patrick Dewael (*Nederlands*): Niet ik, maar de minister van Justitie, is bevoegd voor veroordeelde misdadigers. Zij moet de bilaterale akkoorden met de herkomstlanden afsluiten. *(Gelach op de banken van het Vlaams Belang)*

10.06 Katrien Schryvers (CD&V): Wat de minister van Justitie doet, is van belang voor het veiligheidsbeleid van de minister van Binnenlandse Zaken. Minister Dewael moet er maar voor zorgen dat minister Onkelinx haar werk doet. Van 2005 tot november 2006 zijn er welgeteld twee misdadigers naar hun land van herkomst gestuurd! *(Rumoer)*

10.07 Minister Patrick Dewael (*Nederlands*): Toen de heer Van Parys minister van Justitie was, was er van deze maatregel zelfs geen sprake! *(Luid protest van CD&V)*

10.08 Katrien Schryvers (CD&V): Bij de voorbereiding van de wet zei de veiligheidsadviseur van de premier dat er 1800 misdadigers zouden worden gerepatriëerd. Er is nog een lange weg af te leggen. De minister heeft de plicht een krachtadig uitwijzigingsbeleid te voeren! Anders blijft het dweilen met de kraan open.

10.09 Filip De Man (Vlaams Belang): Systematische wijkcontroles hebben geen zin volgens de minister, omdat de misdadigers toch kunnen terugkomen. De minister weet het dus allemaal veel beter dan de politiediensten, het parket en de experts! En misdadigers uit Albanië dan? Uit dat land komt een hoop schorriemorrie naar hier en het behoort niet tot de EU. Die misdadigers huiveren ervoor om in hun eigen land in de cel te moeten en ik zou dat in hun plaats ook doen.

Ik neem aan dat het voor België niet gemakkelijk is om landen ertoe aan te zetten hun misdadigers terug te nemen. Daarom moeten ze dan maar onder druk worden gezet, er kan bijvoorbeeld altijd worden gedreigd met het stopzetten van hulpverlening of het niet-afsluiten van bepaalde economische verdragen. Dat lijkt me veel belangrijker dan weigeren de problemen onder ogen te zien, zoals de minister doet. *(Applaus van Vlaams Belang)*

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "de jongerenrellen in Lokeren" (nr. P1820)

11.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Gisteren vonden er in Lokeren rellen plaats tussen 'jongeren' – in feite gaat het om jonge allochtonen, maar de minister reageert steevast gechoqueerd op alles wat niet politiek correct klinkt – waarbij een zwaargewonde viel. De politie kon de dader oppakken, maar hij kon worden bevrijd toen zijn medebendeleden de combi aanvielen. Nadien werd de dader opnieuw aangehouden.

Dit is geen alleenstaand incident. Er zijn nog andere incidenten geweest in Lokeren, onder meer autobrandjes in 2005, in Sint-Niklaas, Temse en zelfs in Gent, waar in bepaalde wijken de incidenten escaleren.

Welke maatregelen zal de minister nemen om het geweld te stoppen? Er is geen sociologisch onderzoek nodig, maar de politiemensen moeten beschermd worden en de inwoners van probleemwijken moeten eindelijk in peis en vree kunnen leven.

11.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Het is in eerste instantie de taak van de zonechef, het college van burgemeester en schepenen of het politiecollege om maatregelen te nemen als er problemen zijn in een stad of in een politiezone. De federale politie kan in uitzonderlijke gevallen gespecialiseerde steun verlenen en ik ben bereid aan collega Anthuenis te vragen of daar behoefte aan is.

Ondertussen loopt het gerechtelijk onderzoek en kan ik alleen bijzonder karig zijn met informatie over de feiten. Het is niet aan een minister van Binnenlandse Zaken om een krantenbericht te ontkennen of te bevestigen als het parket zijn werk nog moet doen. Als de politie fouten heeft gemaakt, dan is het aan de korpsleiding om maatregelen te nemen.

Het beeld dat de heer Van den Eynde ophangt over bepaalde wijken, verbaast me niet. Nochtans is de deugdelijkheid van onze aanpak bewezen toen jongeren zich roerden na de rellen in de Parijse banlieues. Niet alleen politieoptreden maar ook het preventieve optreden van een fijnmazig netwerk van straathoekwerkers heeft verhinderd dat de vlam hier in de pan kon slaan.

11.03 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Daarstraks werd er verwezen naar minister Onkelinx, nu verschuilt de minister zich achter de burgemeester van Lokeren, dan weer achter Justitie, en dus opnieuw achter minister Onkelinx.

11.04 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Ik kan niet in de plaats treden van burgemeesters, van zonechefs en van de minister van Justitie. De heer Van den Eynde maakt er een karikatuur van. Het parket heeft zijn eigen bevoegdheden en ik respecteer die. Zo hoort het in een rechtsstaat.

11.05 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Ik wil het ook niet over losse incidenten hebben. Er zijn wijken in dit land waar het leven verpest wordt door jongerenbendes. De regering moet daar geïntegreerde en gecoördineerde maatregelen tegen nemen. Dat heeft niets met bevoegdheden te maken, maar met een gecoördineerde regeringspolitiek die de veiligheid in onze wijken tot een prioriteit maakt.

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van mevrouw Magda De Meyer aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de vervolging van Hawal El Saadawi in Egypte" (nr. P1826)**

12.01 **Magda De Meyer** (sp.a-spirit): Vandaag is het Internationale Vrouwendag. We hadden het grote voorrecht om een monument van een vrouw te ontvangen. Nawal el Saadawi is een Egyptische schrijfster met een indrukwekkend oeuvre en met een reeks ethische inzichten en standpunten die over de heel wereld worden gerespecteerd. Ondanks dat werd deze dame in haar eigen land door een religieuze rechtbank tot de doodstraf veroordeeld. België moet het voortouw nemen om dat aan te klagen. Ik vraag de minister van Buitenlandse Zaken om overal, op alle mogelijke fora, zowel Europees als bilateraal ten opzichte van Egypte, klaar en duidelijk positie in te nemen en erop te wijzen dat Nawal El Saadawi alle recht heeft zich uit te spreken zoals zij dat wil.

12.02 Minister **Patrick Dewael** (*Nederlands*): Ik geef dit antwoord in naam van minister De Gucht.

De aanklacht tegen Nawal el Saadawi is een puur religieuze aanklacht van een religieuze instelling. De klacht is gebaseerd op een fictief toneelstuk dat beledigend zou zijn voor de islam.

Vrije meningsuiting en de mensenrechten zijn voor ons land uiteraard erg belangrijk.

Op Europese niveau is het actieplan voor Egypte door de Associatieraad op 6 maart 2007 aangenomen. Het actieplan bevat een politiek hoofdstuk, waaronder de mensenrechten vallen. Die laatste zullen kunnen worden aangekaart binnen een specifiek subcomité. De Europese Unie zal de volgende vier jaar zowat 558 miljoen euro aan Egypte geven om de hervormingen onder meer inzake democratie, opvoeding en

mensrechten te ondersteunen.

12.03 Magda De Meyer (sp.a-spirit): Ik had niets anders verwacht van een democratisch land als België en van onze minister van Buitenlandse Zaken. Om hem en de regering in hun werk te steunen, is er een resolutie ingediend die ondertekend werd door alle democratische partijen.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de vrouwenrechten in Iran" (nr. P1827)

13.01 Colette Burgeon (PS): Het is vandaag Internationale Vrouwendag, en ik wil van de gelegenheid gebruik maken om de toestand van de vrouwen in Iran opnieuw onder de aandacht te brengen. Vorige week werden tientallen vrouwen er gearresteerd omdat ze hun steun waren komen betuigen aan medestanders die berecht werden wegens illegaal manifesteren. Ze zitten nu in de gevangenis en zijn in hongerstaking gegaan. Twee van hen hebben echter multiple sclerose, en krijgen geen verzorging.

Heeft de regering een standpunt ingenomen over de aanhouding van die Iraanse militantes? Wat doet men om die vrouwen te steunen in hun strijd en Iran ertoe aan te zetten hun rechten te eerbiedigen?

13.02 Minister Patrick Dewael (Frans): Het wettelijk kader is niet veranderd: vrouwendiscriminatie is nog altijd eigen aan de Iraanse theocratie, die verwijst naar de sharia.

De politieke vertegenwoordiging is beperkt, ook al studeren er nu meer Iraanse vrouwen dan vroeger aan de universiteit. De systematische discriminatie van vrouwen komt tot uiting in alle persoonsgebonden materies: successierechten, het hoederecht over de kinderen, de waarde van hun getuigenis voor het gerecht, huwelijk en echtscheiding, omkering van de bewijslast bij verkrachting. Vrouwen moeten ook bepaalde kledingvoorschriften naleven, en bijvoorbeeld de hidjab dragen. Bovendien komt Iran de wettelijke verplichtingen die voortvloeien uit de internationale verdragen over de mensenrechten niet volledig na.

Dit weekend werden een aantal vrouwelijke manifestanten opgepakt omdat ze protesteerden voor de rechtbank waar vijf vrouwen voor de rechter moesten verschijnen omdat ze op 12 juni jongstleden betoogd hadden voor gelijke rechten voor vrouwen en mannen.

Ons land volgt de affaire op de voet, en neemt deel aan de Europese en internationale initiatieven die op dat gebied worden genomen.

13.03 Colette Burgeon (PS): Bedankt voor uw antwoorden. Ik had echter gehoopt meer informatie te krijgen over de specifieke acties die ons land ter zake onderneemt.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van de heer Philippe De Coene aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de liberalisering van de Belgische postmarkt" (nr. P1823)

14.01 Philippe De Coene (sp.a-spirit): Ik had deze vraag vorige week willen stellen, maar ze blijft actueel omdat er een nieuw feit is.

De grote baas van De Post waarschuwt in een brief aan alle werknemers voor de aangekondigde aanval van de Nederlandse postonderneming TNT op onze postmarkt. Volgens topman Bakker ziet TNT zich genooddaakt op andere markten actief te worden omwille van haar krimpende aandeel op de thuismarkt, als gevolg van concurrentie door bedrijven die werken met slecht betaald personeel.

Ik vrees dat een dergelijke aanval op het marktsegment van de geadresseerde zendingen van meer dan 50 gram een negatieve spiraal op gang zou kunnen brengen, niet alleen wat de tewerkstelling betreft, maar ook wat de kwaliteit van de dienstverlening aangaat. We moeten ons daarom wapenen tegen een ongebreidelde

liberalisering. Zelfs in de marktsegmenten die al vrijgemaakt zijn, noopt de komst van concurrenten tot maatregelen. De minister kan daarin alvast het voortouw nemen door de inspectiediensten te laten nagaan of de bedrijven in kwestie wel de geldende loon- en arbeidsvoorwaarden respecteren.

De postondernemingen vallen nu onder het paritair comité transport en logistiek. Men kan zich afvragen of er niet beter een specifiek paritair comité zou opgericht worden, want het huidige lijkt toch wel wat te ruim.

Dit zijn twee maatregelen die de regering al zou kunnen nemen in afwachting van het definitieve antwoord van de Europese Commissie op haar vragen over de liberalisering.

14.02 Minister **Marc Verwilghen** (Nederlands): Ik kom terug op de vragen van vorige week, want ze zijn nog altijd pertinent.

Wij hebben een antwoord gekregen van de Europese Commissie, maar dat is zo algemeen dat ik het niet kan aanvaarden. Wij zullen de Commissie blijven lastigvallen met onze vragen totdat we een afdoend antwoord hebben gekregen. Het kan zijn dat het antwoord ons niet zal bevallen, maar dan zal de regering haar positie kunnen bepalen.

We zullen met argusogen de evolutie op de markt volgen. Het is niet omdat er geliberaliseerd wordt, dat men de spelregels niet meer moet volgen. De spelers mogen de concurrentie niet vervalsen.

Het standpunt van de Belgische regering blijft dat de universele dienstverlening moet gevrijwaard worden. Wij willen dat ook de Europese Commissie ons daarvoor garanties geeft. Wij benaderen het voorstel van de Commissie kritisch.

De bevoegdheid om de sociale spelregels af te dwingen behoort niet tot de derde richtlijn. Wij hebben onze eigen methodes om dit in te vullen.

14.03 **Philippe De Coene** (sp.a-spirit): Wij verzetten ons niet tegen de vrijmaking van de markt als dusdanig, maar er moeten sociale spelregels in het leven geroepen worden of, voor zover zij al bestaan, gerespecteerd worden. Bij de nieuwe marktspeelers moet het kaf van het koren worden gescheiden door een inspectiecampagne.

Het incident is gesloten.

15 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Zoé Genot** aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de internationale Conferentie over vrouwenrechten" (nr. P1824)

- mevrouw **Véronique Ghenne** aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de internationale Conferentie over vrouwenrechten" (nr. P1825)

15.01 **Zoé Genot** (ECOLO): De Verenigde Naties vergaderen naar aanleiding van de 50^{ste} zitting van de VN-Commissie over de positie van de vrouw (*Commission on the Status of Women*), teneinde de verbintenissen die in Peking werden aangegaan op dat vlak te bevestigen. Een aantal van die verbintenissen werden echter niet nageleefd. Zo moet België elk jaar een scorebord opstellen, een nationaal actieplan over de vooruitgang op het stuk van gelijke kansen. Het rapport voor 2005 werd nog altijd niet overgelegd. Welke besturen blijven er in gebreke? Wanneer zullen we dat rapport eindelijk hebben?

15.02 **Véronique Ghenne** (PS): België komt zijn internationale verplichtingen niet nauwgezet na: dat geldt bijvoorbeeld voor de verplichting om jaarlijks een rapport over te leggen met betrekking tot de vooruitgang die geboekt wordt op het stuk van de *gender mainstreaming*. Klopt dat? Hoe komt dat? Wat zal u daartegen doen?

15.03 Minister **Christian Dupont** (*Frans*): We hebben inderdaad enige achterstand opgelopen. Het desbetreffende rapport zal onmiddellijk na de begrotingscontrole worden voorgesteld. Vanaf de volgende regeringsverklaring in oktober 2007 zal elke begrotingsnota en elke beleidsnota een hoofdstuk bevatten over de gelijkheid en de middelen die ervoor worden ingezet. Alle strategische plannen van onze managers zullen een onderdeel bevatten dat aan de gelijkheid tussen mannen en vrouwen is gewijd en op grond waarvan ze op het einde van hun ambtsperiode zullen worden beoordeeld. De tweejaarlijkse rapporten zullen een stuk doeltreffender en operationeler worden dan vandaag het geval is.

Tijdens de conferentie die binnenkort in New York plaatsvindt, zal België felicitaties in ontvangst mogen nemen omdat het een van de eerste landen is geweest die de *gender mainstreaming* in hun beleid hebben opgenomen.

15.04 **Zoé Genot** (ECOLO): Het nemen van goede beslissingen is één zaak, maar als men zich daar niet aan houdt, dan is dat vervelend. Distantieer u van uw collega's die helemaal niets op papier hebben gezet en dien dat rapport in: als sommigen zelfs niet een paar minuten werk over hebben voor de vrouwenzaak, dan is dat hun verantwoordelijkheid!

De meeste landen van het zuiden hebben goed werk geleverd. Het is schandalig dat wij niet in staat zijn die rapporten in te dienen.

15.05 **Véronique Ghenne** (PS): Ook ik ben ontgoocheld dat bij sommige van uw collega's de wil ontbreekt om dat verslag in te dienen. We kunnen echter wel blij zijn dat er tijdens deze regeerperiode bepaalde stappen voorwaarts werden gezet.

We kunnen er niet omheen dat vrouwen vandaag de dag nog altijd gediscrimineerd worden. De strijd moet worden voortgezet. Ik hoop dat wij tijdens de volgende zittingsperiode in die richting zullen evolueren.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vijf vragen en één interpellatie kwamen uit de commissies. We moeten het vragenuurtje in de hand houden, want het wordt echt te lang.

16 **Vraag van de heer Jef Van den Bergh aan de staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "de organisatie van een carrousel tussen het BOIC en de Nationale Loterij" (nr. P1828)**

16.01 **Jef Van den Bergh** (CD&V): De carrousels die bij het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité (BOIC) werden opgezet, kwamen al aan bod. Mijn vraag gaat over de samenwerking met de Nationale Loterij en haar rol hierbij.

Er blijkt een dossier te bestaan waarbij de Nationale Loterij een bepaalde wielerploeg sponsort via een tombola van het BOIC. De wettelijkheid van dergelijke constructies zal wellicht worden onderzocht, maar op ethisch vlak is er alleszins een probleem. Hoe staat de staatssecretaris tegenover de sponsoring van de bewuste wielerschool in Tienen?

De Nationale Loterij sponsort het BOIC structureel. In werkingsjaren zonder Olympische spelen krijgt het BOIC iets meer dan 2 miljoen euro van de Nationale Loterij. De staatssecretaris heeft zelf een onderzoek gevraagd, maar laat hij in afwachting van de resultaten nog overschrijvingen toe?

16.02 Staatssecretaris **Bruno Tuybens** (*Nederlands*): Het BOIC heeft via de vzw Ontwikkelingscomité voor de Belgische Sport (OCBS) tombola's georganiseerd die ongeveer 190.000 euro opbrachten. De helft van dat bedrag gaat naar het goede doel. Door een jaarlijkse beslissing van de Ministerraad gaat er 1,86 miljoen euro aan overheidssubsidie naar de Olympische atleten. Ook ondersteunt men met 1,25 miljoen euro de opsporing en ontwikkeling van jonge sporttalenten voor de Olympische Spelen van 2012 en 2016. Een deel van de subsidie uit de Nationale Loterij gaat naar de Gemeenschappen en dient gedeeltelijk voor topsport. De Nationale Loterij heeft de vzw OCBS gesuggereerd om ook rekening te houden met lokale projecten, en niet enkel met topsport. De statuten van OCBS laten dit toe. OCBS heeft ongeveer 24.000 euro gegeven aan een project van Olympia Tienen. Het gaat niet om clubsponsoring, maar wel om een wieleropleiding en de uitbouw van een wielerschool.

Ik wacht, zoals bekend, op een verslag over de hele zaak van de regeringscommissaris. Wat de gelden betreft die de Ministerraad vastlegde, zijn er momenteel geen redenen om die in te houden.

16.03 Jef Van den Bergh (CD&V): Het antwoord ontgoocht enigszins. De staatssecretaris pleegt nochtans ethisch ondernemen hoog in het vaandel te dragen, maar hier draait hij rond de hete brij. We hebben te maken met ingewikkelde constructies die vragen oproepen.

16.04 Staatssecretaris Bruno Tuybens (*Nederlands*): Ik heb het mechanisme uitgelegd. In een krant stond verkeerdelijk dat al het geld van OCBS naar topsport moet gaan. Ik zie het probleem niet.

16.05 Jef Van den Bergh (CD&V): Er zou ook sprake zijn van sponsoring die voor enkele jaren geldt met terugwerkende kracht. Extra onderzoek is dus nodig.

Inzake structurele subsidies heeft de Vlaamse regering het standpunt ingenomen dat er een grondige audit moet komen en dat er in de tussentijd geen betalingen meer gebeuren. Daar gaat het om amper 55.000 euro. Bij het federale bedrag van meer dan 2 miljoen euro wacht men enkel op een verslag van de regeringscommissaris. Ik vind dit heel vreemd.

Het incident is gesloten.

17 Agenda

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 7 maart 2007, stel ik u voor op de agenda van de plenaire vergadering van deze namiddag in te schrijven:

- het wetsontwerp tot invoeging van een artikel 391sexies in het Strafwetboek en tot wijziging van een aantal bepalingen van het Burgerlijk Wetboek met het oog op de strafbaarstelling en het uitbreiden van de middelen tot nietigverklaring van het gedwongen huwelijk (nrs 2767/1 tot 4);
- het wetsvoorstel van de heer Olivier Maingain tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek en van het Strafwetboek, teneinde gedwongen huwelijken te verhinderen (nrs 2057/1 en 2);
- het wetsontwerp houdende diverse bepalingen (IV) (nrs 2873/1 tot 22);
- het wetsvoorstel van de heer Jo Vandeurzen tot wijziging van artikel 3, § 6, van boek III, titel VIII, hoofdstuk II, afdeling II, van het Burgerlijk Wetboek (nr. 257/1);
- het wetsvoorstel van mevrouw Anne-Marie Baeke, de heren Bart Tommelein, Carl Devlies, Servais Verherstraeten, Dirk Van der Maelen en Johan Vande Lanotte, mevrouw Annemie Roppe en de heren Melchior Wathelet, Éric Massin en François-Xavier de Donnea ter bevordering van de commercialisatie van wetenschappelijk onderzoek (nrs 2273/1 en 2);
- het wetsvoorstel van mevrouw Annemie Turtelboom en de heren Alain Courtois en Filip Anthuenis tot wijziging van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden teneinde een aanmeldingsplicht in te voeren (nrs 2417/1 en 2);
- het wetsontwerp houdende bepalingen inzake huisvesting (nrs 2874/1 tot 4).

17.01 Paul Tant (CD&V): Er is een probleem met een twaalfstal artikelen van het wetsontwerp houdende diverse bepalingen, die tot doel hebben de woning van de uitbater van een zelfstandig bedrijf of van een zelfstandige bedrijvigheid buiten het bereik van de beslagrechter te houden.

Men wijst in de media regelmatig op de dalende kwaliteit van de wetgeving. Deze tekst is een duidelijke illustratie van slecht wetgevend werk. De bespreking in de commissie was echt karikaturaal. Aan de minister werden vragen gesteld en er waren opmerkingen, maar de minister antwoordde niet of gaf de indruk niet te kunnen of willen antwoorden of antwoordde totaal naast de kwestie. Het rapport liegt er niet om.

Omdat in de commissie niet naar ons werd geluisterd, besloten we de tekst te laten goedkeuren en in de plenaire vergadering opnieuw aandacht te vragen voor de gebrekkige kwaliteit van de teksten. De teksten van minister Laruelle in het algemeen en die in het wetsontwerp diverse bepalingen in het bijzonder,

beantwoorden niet aan de basisprincipes van kwaliteitsvolle wetgeving. Er zijn veertig opmerkingen op een totaal van slechts twaalf artikelen! Het gaat vooral om taalkundige opmerkingen, maar een derde heeft ook een inhoudelijke impact.

Wat de taal betreft, slaagt de minister erin bepaalde Gemeenschappen en Gewesten een onbekende naam te geven. Nog erger is dat sommige teksten een omgekeerde betekenis krijgen door verkeerde vertaling naar het Nederlands. Bovendien blijven heel wat bepalingen vaag omdat essentiële termen onvermeld blijven. Wat de inhoud betreft, zijn sommige punten van het ontwerp door onduidelijkheid en contradicties nauwelijks uitvoerbaar. Zo wordt in artikel 78 niet omschreven hoe en onder welke voorwaarden kan worden afgezien van de onvatbaarverklaring voor beslag. In artikel 75 staat dan weer dat een woning die voor meer dan 30 procent voor beroepsdoeleinden wordt gebruikt enkel beschermd is als er meerdere eigenaars zijn. Hoe de statuten van mede-eigendom moeten worden opgesteld, is niet duidelijk. Deze bepaling strookt niet met het doel van de wet. Ook de Raad van State vraagt zich af wat de zin en het nut ervan is. De alternatieve tekst die de Raad voorstelde, is echter niet overgenomen. Gebeurde dat doelbewust of was het een vergissing? Werd de verbetering misschien in het verkeerde artikel aangebracht?

Volgens artikel 80 vervalt de bescherming van de woning zodra de zelfstandige overlijdt. Dat betekent dat echtgenoten en kinderen na het overlijden meteen uit hun huis kunnen worden gezet als dan zou blijken dat er redenen zijn om de overledene failliet te verklaren. Nochtans zou de bescherming uitgerekend in dat soort situaties moeten gelden.

Ik zal amendementen voorbereiden ter verbetering van de tekst en zal daarbij rekening houden met de correcties van de Raad van State. Ik hoop zo bij te dragen tot de vertaling van een principe dat we allemaal genegen zijn. Het zou onverantwoord zijn de huidige tekst *ne varietur* goed te keuren. Om tijdverlies te voorkomen, vraag ik de voorzitter hem terug te sturen naar de commissie. Op die manier kan hij volgende week opnieuw in de plenaire vergadering komen.

17.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Ik onderschrijf die voorstellen en wil de heer Tant bedanken voor zijn inspanningen om de kwaliteit van de teksten te verbeteren. Ik wil er echter op wijzen dat we het advies van de Raad van State en diverse andere adviezen hebben ontvangen, onder andere van de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat en van de Belgische Federatie van de Financiële sector. Ik wil er tevens aan herinneren dat in de commissie een debat werd georganiseerd en dat we die tekst hebben geanalyseerd en goedgekeurd. Teneinde dit dossier af te sluiten zonder te polemiseren, ben ik bereid de tekst opnieuw in de commissie te bespreken. Om de werkzaamheden niet te vertragen, wil ik u echter voorstellen om begin volgende week samen te komen.

De **voorzitter**: Ik zal dat aan de Kamer voorstellen.

17.03 **Trees Pieters** (CD&V): Wij hebben dit onderdeel van het wetsontwerp diverse bepalingen goedgekeurd omdat we achter het principe staan. We hebben in de commissie op de vele fouten en onduidelijkheden gewezen. Als het kabinet dan geen verbeteringen voorstelt, kunnen we niet anders dan dit hier ter sprake brengen.

17.04 **Paul Tant** (CD&V): De minister heeft in de commissie verklaard dat ze op de diensten van de Kamer had gerekend om teksten bij te sturen die ze zelf had ingediend. Dat is wel erg kras.

De **voorzitter**: Dank zij de medewerking van het personeel konden wij in de Kamer inderdaad een goede juridische dienst uitbouwen. Soms worden enorm veel verbeteringen in de teksten aangebracht. Dat is goed, want vroeger stond het *Belgisch Staatsblad* vol errata. Ik ben het ermee eens dat dit ontwerp voor verbetering vatbaar is en stel voor dat de artikelen 72 tot 83 naar de commissie worden teruggestuurd. Gaat de Kamer hiermee akkoord? (*Instemming*)

17.05 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Mag ik de heer Tant vragen mij de amendementen te bezorgen zodat wij op opbouwende wijze te werk kunnen gaan.

De **voorzitter**: Ja, dat is conform de spelregels van het commissiewerk.

17.06 Paul Tant (CD&V): Mijn amendementen zullen in elk geval klaar zijn, indien niet vandaag, dan morgen.

De **voorzitter**: Dit punt komt - na het commissiewerk van dinsdag over de artikelen 72 tot 83 - volgende week donderdag opnieuw op de agenda van de plenumvergadering.

Geen bezwaar? (*Nee*)
Aldus zal geschieden.

Ontwerpen en voorstellen

18 Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 38 van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer (1451/1-4)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

18.01 François Bellot, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

18.02 Hilde Vautmans (VLD): Maandag zal de tweede staten-generaal voor de verkeersveiligheid een tussentijdse evaluatie maken van het verkeersveiligheidsbeleid. Uit de recentste verkeersveiligheidsbarometer blijkt dat het aantal verkeersdoden daalde met 33 procent, maar dat de daling sinds medio 2006 stagneert. Er zijn dus bijkomende, structurele maatregelen nodig om het aantal verkeersslachtoffers te halveren tegen 2010. Ons wetsvoorstel wil hiertoe bijdragen door een meer pedagogische aanpak in te voeren voor personen die vluchtmisdrijf plegen.

In België worden jaarlijks ongeveer tienduizend vluchtmisdrijven gepleegd. Er is dus een aangepast beleid nodig op het vlak van sensibilisatie, opsporing en vervolging. De daders rijden dikwijls zonder rijbewijs en/of geldige verzekering en ze zijn dikwijls onder invloed van drugs of alcohol. De meeste ongevallen met vluchtmisdrijf vinden plaats op wegen waar maximum 70 km per uur mag worden gereden, en piekmomenten doen zich voor in het weekend en de nachtelijke uren. Men pleegt vluchtmisdrijf uit angst voor de bestraffing en voor de financiële gevolgen.

Ons wetsvoorstel gaat uit van de vaststelling dat de huidige bestraffingsmogelijkheden - boete en/of gevangenisstraf - niet volstaan. Om tot een echte daling van het aantal vluchtmisdrijven te komen, is een grondige mentaliteits- en gedragswijziging nodig en een intensieve begeleiding van de plegers van vluchtmisdrijf. Ons wetsvoorstel en dat van de heer Van den Bergh zullen ervoor zorgen dat wie vluchtmisdrijf pleegt, slechts opnieuw een voertuig mag besturen na examens, onderzoeken en therapie. Het is de bedoeling zo meer verantwoordelijkheidszin bij te brengen. Ik hoop dat dit zal bijdragen tot het verminderen van het aantal verkeersdoden en tot meer verantwoordelijkheidszin in het algemeen in het verkeer. Mensen moeten beseffen dat eerste hulp aan slachtoffers een plicht is waaraan niemand zich mag onttrekken.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (1451/4)

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsvoorstel tot wijziging van artikel 33 van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer".

Het wetsvoorstel telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

19 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer ten einde recidive voor vluchtmisdrijven strenger te bestraffen (2177/1-5)

- Wetsvoorstel houdende wijziging van de op 16 maart 1968 gecoördineerde wet betreffende de politie over het wegverkeer met het oog op de invoering van een regeling voor de geestelijke ongeschiktheid tot het besturen van een voertuig en een aanpassing van de bestraffing van het vluchtmisdrijf (792/1-3)

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze twee wetsvoorstellen te wijden. (*Instemming*)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

19.01 François Bellot, rapporteur: Ook voor deze voorstellen verwijs ik naar mijn schriftelijk verslag.

19.02 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Wij hadden in de commissie een constructief debat over het vluchtmisdrijf. Uit de cijfers die naar aanleiding van een schriftelijke vraag van de heer De Padt werden gepubliceerd, blijkt dat het aantal vluchtmisdrijven daalt, maar het ging nog steeds om meer dan negenduizend gevallen in 2004. In 2004 waren er 859 doden en gewonden. Dat zijn twee slachtoffers per dag. Het betreft dus geen marginaal fenomeen. De daling is te verklaren door het algemeen verkeersveiligheidsbeleid, dat ernaar streeft het aantal doden en gewonden op onze wegen terug te brengen tot het Europese gemiddelde, en door de media-aandacht voor een aantal vluchtmisdrijven, wat een afschrikwekkend effect heeft.

Waarom is vluchtmisdrijf zo erg? Gewonden moeten zo snel mogelijk worden geholpen en louter materiële schade zo snel mogelijk vastgesteld. Bovendien dient een alcohol- en/of drugtest zo snel mogelijk te worden uitgevoerd om de juiste toedracht van een ongeval te kunnen vaststellen.

Wij willen bij vluchtmisdrijf de strafmaat in geval van recidive verdubbelen, zoals dat eerder ook werd ingevoerd voor andere bepalingen inzake de politie op het wegverkeer, bijvoorbeeld in geval van alcohol- en druggebruik.

Dat iemand één keer vluchtmisdrijf pleegt, is al erg genoeg. Wanneer het meerdere keren gebeurt, mag men gerust spreken van verkeershooliganisme of verkeersterrorisme. Ook op de staten-generaal van het verkeer volgende maandag staat het onaanvaardbare gedrag van de *diehards*, mensen die geen enkele verkeersregel naleven, op de agenda. Deze mensen strenger kunnen bestraffen, is het doel van dit wetsvoorstel.

Ik bedank alle leden van de commissie voor de Infrastructuur voor de medewerking en de brede consensus over dit onderwerp.

19.03 Jef Van den Bergh (CD&V): Vandaag worden er drie wetsvoorstellen over dit thema besproken. Ik betreurt het dat we niet tot één gezamenlijke tekst konden komen.

In de voorbije jaren is het aantal verkeersdoden aanzienlijk gedaald. Als we onze cijfers echter vergelijken met die van de EU-15 blijkt dat enkel Portugal en Griekenland het nog slechter doen. In 2000 stonden er nog vier landen achter ons. Wij zitten dus nog ver van het Europese gemiddelde. Er is nog veel werk.

Voor ons liggen twee in commissie ruim goedgekeurde teksten die een stap vooruit betekenen in de aanpak van herhaald vluchtmisdrijf. Ik zal hier de nadruk leggen op onze bijdrage: de verkeerstherapie.

De aanpak van recidivisten moet in de komende jaren een van de speerpunten worden van het verkeersveiligheidsbeleid. Het lijkt erop dat het aantal recidivisten toeneemt, al kunnen we dat bij gebrek aan een database van verkeersovertredingen niet met zekerheid zeggen.

CD&V heeft het recidivisme in het verkeer al meermaals onder de aandacht gebracht in de commissie voor de Infrastructuur, onder meer bij de bespreking van de wet-Durant. Ook op de eerste staten-generaal van de verkeersveiligheid in 2002 was het een belangrijk thema. Steeds weer wordt de klacht geuit dat er geen goede databank van verkeersovertredingen beschikbaar is. Wij kunnen alleen maar vaststellen dat de regering zo'n databank totnogtoe geen prioriteit vond. Ik reken erop dat de volgende minister van Mobiliteit er wel een prioriteit van zal maken.

Vluchtmisdrijf moet streng bestraft worden, recidive moet dubbel zo streng worden bestraft. Wij hebben de wetsvoorstellen die dat mogelijk maken, dan ook met overtuiging goedgekeurd. Voor een kleine groep *diehards* helpen die straffen echter niet, voor hen is er meer nodig. Het verheugt ons dan ook dat de commissie het CD&V-voorstel over de verkeerstherapie unaniem heeft gesteund.

Voor bestuurders met weinig risico- en verantwoordelijkheidsbesef kan een *driver improvement* de oplossing zijn. In deze groepstraining worden hen betere inzichten bijgebracht om een verantwoorde houding aan te nemen. Het Belgisch Instituut voor de Verkeersveiligheid (BIVV) organiseert zulke sessies al enkele jaren met succes. Voor een aantal mensen volstaat dat evenwel niet. Zij hebben diepgaande, individuele psychotherapeutische begeleiding nodig, toegespitst op hun gedrag in het verkeer: de verkeerstherapie.

Deze therapie bestaat al in een aantal landen en heeft ook succes. Uit gegevens in Duitsland blijkt dat nog maar 6 procent van de zware overtreders in herhaling valt na een verkeerstherapie. Na een traditionele bestraffing is dat 30 procent.

Artikel 38 van de verkeerswet bevat de mogelijkheid om een rijverbod ongedaan te maken op basis van 'specifieke scholing'. In uitzonderlijke gevallen laten sommige rechters overtreders op basis van dat artikel een cursus volgen bij het BIVV. Dat zijn de voornoemde groepstrainingen. Wij willen nu de individuele verkeerstherapie toevoegen aan het begrip 'specifieke scholing' van artikel 38. Daarmee sluiten we aan bij het advies van de procureurs-generaal. Aldus zal een rechter kunnen oordelen dat het rijverbod pas wordt ingetrokken na een succesvolle verkeerstherapie, zoals vandaag ook al psychisch-medische onderzoeken een voorwaarde kunnen zijn voor het intrekken van het rijverbod.

Ondanks alle aandacht voor dit thema, is de aanpak van de harde kern recidivisten nog niet geregeld. Er is immers nog steeds geen KB dat de uitvoering van de 'specifieke scholing' van artikel 38 regelt. Wij dringen er bij de minister dan ook op aan om op korte termijn een werkgroep op te richten die het KB voor de uitvoering van het *driver improvement* en de verkeerstherapie voorbereidt.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2177/4)

Het wetsvoorstel telt 4 artikelen.

Ingediende amendementen:

Art. 2

- 8 *Jef Van den Bergh* (2177/6)
Art. 2bis
- 9 *Jef Van den Bergh* (2177/6)
Art. 3
- 10 *Jef Van den Bergh* (2177/6)

De overige artikelen worden artikel per artikel aangenomen. De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen en artikelen en over het geheel zal later plaatsvinden.

20 Wetsontwerp betreffende de bestraffing van namaak en piraterij van intellectuele eigendomsrechten (2852/1-3)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

20.01 **Guy Hove**, rapporteur: Ik verwijs naar het schriftelijk verslag, maar zal wel tussenbeide komen als VLD-spreker.

20.02 **Trees Pieters** (CD&V): Het beter beschermen van intellectuele eigendomsrechten, octrooien, merken, tekeningen en modellen en aanvullende beschermingscertificaten voor geneesmiddelen is een absolute noodzaak. De bescherming van innovatie is een belangrijk aspect voor de creatie en voor de leefbaarheid van ondernemingen.

Namaak en piraterij brengen de economie veel schade toe en betekenen soms zelfs een gevaar voor de volksgezondheid. De strijd kan enkel gewonnen worden op Europees niveau en beter nog op wereldniveau. Er is dus een belangrijke taak weggelegd voor de WTO.

Wij staan volledig achter de doelstellingen van de wet. Het is goed dat de minister het probleem op de Belgische agenda plaatst. Dat moet ook op de Europese en de mondiale, wil de nieuwe wet geen dode letter blijven.

20.03 **Guy Hove** (VLD): Het is een goede zaak dat minister Verwilghen de strijd tegen namaak en piraterij opvoert. Veel sectoren worden erdoor getroffen. De sociale en de economische gevolgen zijn rampzalig.

Het ontwerp hervormt en versoepelt de regelgeving voor beslag bij namaak, voor de vordering tot staking en voor de vordering tot herstel. Anderzijds wordt mogelijk gemaakt dat douane en gerecht namaak en piraterij efficiënter kunnen opsporen en bestraffen.

Concreet worden intellectuele eigendomsrechten beter beschermd, waardoor goederen die zulke rechten schenden, doeltreffender van de markten kunnen worden gehouden door de houders van de rechten en door de overheid.

In ons land vervolgt de strafwet momenteel enkel de namaak van auteursrechten en merken. De maatregelen voor merken blijken onvoldoende te zijn. Namaak van tekeningen en modellen worden helemaal niet strafrechtelijk aangepakt. De impact van zulke inbreuken is echter niet gering. Ook namaak van octrooien of aanvullende beschermingscertificaten wordt niet bestraft en er zijn ook geen sancties inzake kwekersrecht. Het ontwerp van wet volgt dan ook terecht een horizontale logica die alle vormen van intellectuele eigendom beschermt.

Voor de opvolging en de toepassing van de nieuwe wet zal een interministeriële commissie worden opgericht. De houder van de intellectuele eigendomsrechten kan nu ook een burgerlijke rechtsvordering tot staking instellen om de overtreding te doen ophouden en de schade te beperken. De strafrechtelijke sanctie is bedoeld om inbreuken op de intellectuele eigendommen en consumentenbedrog te beteugelen. Het douanemisdrijf dient om de invoer van namaak op Belgisch grondgebied te ontmoedigen.

De Europese Commissie neemt de strijd tegen namaak en piraterij heel ernstig. Via een actieplan wordt de bestaande wetgeving gehandhaafd. De nadruk wordt gelegd op technische bijstand om derde landen te helpen namaak te bestrijden. De Commissie zal niet aarzelen landen tot de orde te roepen die zich stelselmatig schuldig maken aan inbreuken op intellectuele eigendomsrechten. Ze zal bedrijven en consumenten in derde landen bewust maken van de problematiek.

Het probleem is gigantisch, met ettelijke tientallen miljoenen namaakartikelen per jaar voor een bedrag van 2 miljard euro. Het gaat wellicht om 5 à 7 procent van de wereldhandel en dat in zowat alle sectoren. De strijd ertegen wordt belangrijk en niet alleen om economische redenen, maar ook omwille van het milieu, de volksgezondheid en de veiligheid van de consument.

20.04 Minister **Marc Verwilghen** (*Nederlands*): We mogen het fenomeen van de intellectuele piraterij absoluut niet onderschatten. Het is een mondiaal probleem dat veel verder gaat dan het namaken van luxegoederen. In het namaakcircuit circuleren alle denkbare producten.

(*Frans*) We hebben oplossingen gezocht omdat die praktijk vooral de georganiseerde misdaad ten goede komt, clandestiene netwerken versterkt, tot concurrentievervalsing leidt, banen verloren doet gaan en de gezondheid en de veiligheid in het gedrang brengt. Dat alles tast het vertrouwen van de consument aan.

(*Nederlands*) De cijfers die door de heer Hove werden geciteerd, spreken boekdelen. Het enorme impact van deze zwendel, ook op het halen van de Lissabondoelstellingen, blijkt uit het cijfermateriaal.

We zijn met deze wet niet over één nacht ijs gegaan. De publicatie van het ontwerp op de website van de FOD Economie en het colloquium erover hebben veel weerklank gekregen en zullen de bestrijders van dit soort fraude behulpzaam zijn.

De belangrijkste verworvenheden van het ontwerp zijn dat er een douanemisdrijf in het leven wordt geroepen en dat niet enkel meer merken via bestraffing worden beschermd, maar ook tekeningen, modellen, kwekersrechten, uitvindersoctrooien en de aanvullende beschermingscertificaten.

(*Frans*) De indiening van een klacht door de benadeelde partij geldt niet langer als voorafgaande voorwaarde. Voorts hebben wij de strafmaat verzwaard, opdat de straffen een ontradend effect zouden hebben. Qua preventie werd voorzien in een waarschuwingsprocedure. We moeten dit verschijnsel op een multidisciplinaire manier aanpakken.

(*Nederlands*) Ik ben erg gelukkig dat deze werkzaamheden alvast tot een goed einde worden gebracht. Volgende week komt het tweede deel van de wet wellicht naar het Parlement: de burgerlijke maatregelen en de aanpassingen aan het Gerechtelijk Wetboek. Dat zijn omzettingen van een Europese richtlijn.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2852/3)

Het wetsontwerp telt 35 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 35 worden artikel per artikel aangenomen.

De **voorzitter**: De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

21 Wetsontwerp tot wijziging van de procedure tot vaststelling van de maximale referentierentevoet voor verzekeringsverrichtingen van lange duur (2844/1-3)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

21.01 Guy Hove, rapporteur: Ik verwijs naar het schriftelijk verslag.

21.02 Trees Pieters (CD&V): Met dit ontwerp kunnen wij niet instemmen. Dit wetsontwerp wijzigt de maximale rente die door de verzekeraars aan de consument mag worden toegekend op levensverzekeringen. De twee adviezen die in het kader van hoorzittingen door Test Aankoop en de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen (CBFA) werden gegeven, waren beide negatief.

In 1999 werd de maximale rentevoet verlaagd van 4,75 procent naar 3,75 procent. De verzekeringssector wil die rentevoet nu nog lager hebben. Als argument gebruiken ze de solvabiliteit van de ondernemingen. Dat houdt geen steek, want de bepaalde rentevoet is maximaal. Ze kunnen hun klanten dus probleemloos een lagere bieden. Bovendien lijken de verzekeringsmaatschappijen niet bepaald in levensgevaar, daar ziet de CBFA nauwlettend op toe.

Het tweede argument put men uit een vermeende strijdigheid van de eerste Europese richtlijn, die bepaalt dat de maximale rentevoet niet meer mag bedragen dan 60 procent van de rente op de staatsobligaties. Wij delen die visie niet. De richtlijn legt niet op dat er enkel rekening mag gehouden worden met de actuele rentevoet van de staatsobligaties. Verzekeraars plukken nu de vruchten van beleggingen aangegaan toen de rente nog veel hoger was. Men moet dus rekening houden met de gemiddelde langetermijnrentes en niet enkel met een momentopname. Ook de CBFA is die mening toegedaan. Bovendien dateert de richtlijn al van 1979: waarom komt men dan nu plots zeggen dat er een aanpassing nodig is? Ook Test Aankoop vraagt in een communiqué aan alle parlementsleden om dit ontwerp niet goed te keuren.

Met dit ontwerp wil de minister van Economie eigenlijk de procedure wijzigen voor de vaststelling van de maximale rentevoet. Totnogtoe gebeurde dit bij KB, maar voortaan zou dit door de CBFA gebeuren. Op het eerste gezicht lijkt dit een objectievere procedure, maar de CBFA wil deze bevoegdheid helemaal niet, omdat het vastleggen van een referentievoet geen louter technische aangelegenheid is, maar een beleidsbeslissing. Een tussenkomst van het politieke gezag is wenselijk omdat er een afweging moet worden gemaakt van verschillende maatschappelijke belangen. Het is de taak van de CBFA om te waken over de solvabiliteit van de sector en niet over de belangen van de consument. De stem van de consument zal dus niet gehoord worden.

Wij vragen ons af of een maximum *überhaupt* nodig is. Er is geen maximuminterest voor spaarboekjes, waarom dan wel voor levensverzekeringen, die net zo goed spaarproducten zijn? Wat ons betreft moet de vrije concurrentie hier kunnen spelen. De verzekeringsmaatschappijen stellen op basis van economische parameters een rentevoet vast en de consument krijgt dan de keuze. Waarom zou men de concurrentie beperken?

We zijn benieuwd naar het stemgedrag van de sp.a-fractie, die altijd graag uitpakt met Test Aankoop. Welnu, de verbruikersorganisatie is tegen dit ontwerp. Straks zal dus blijken hoe belangrijk men de belangen van de consument in deze vindt.

21.03 Minister Marc Verwilghen (Nederlands): Ik zie mevrouw Pieters, maar ik hoor mevrouw Creyf. Dit is net hetzelfde discours als wat mevrouw Creyf in de commissie gehouden heeft, maar dit discours is niet juist. Er zijn drie redenen waarom we dit wetsontwerp wet willen zien worden. In de meeste van onze buurlanden bestaat er geen maximumrentevoet. In deze landen, die toch onze concurrenten op de verzekeringsmarkt zijn, is de situatie bijgevolg leefbaarder voor de verzekeringsmaatschappijen.

Daarnaast bepaalt de Europese richtlijn van 1979 dat de maximale rentevoet niet hoger mag zijn dan 60

procent van de rente op de obligatieleningen van de Staat. Dat dit nu pas een probleem wordt, heeft te maken met het feit dat de rentevoeten lange tijd zeer hoog gestaan hebben. De sterke daling in de laatste jaren maakt het de maatschappijen moeilijk om de dekking van hun engagements te verzekeren.

Tenslotte beveelt het IMF ons aan om ons te inspireren op de Luxemburgse regeling. Daar is het ook de regulator, de CBFA dus, die deze taak op zich neemt. Dit betekent echter niet dat de politiek deze bevoegdheid volledig uit handen geeft. Als de CBFA niet tijdig een beslissing neemt, kan de minister van Economie dat in haar plaats doen. Neemt de CBFA wel een tijdige beslissing, dan beschikt de minister nog over een evocatierecht.

Ik denk dus dat er voldoende redenen zijn om dit wetsontwerp vandaag goed te keuren.

21.04 Trees Pieters (CD&V): Mevrouw Creyf kon hier vandaag niet aanwezig zijn, maar ook ik heb het debat in de commissie gevolgd. De argumenten van de minister hebben ons niet overtuigd.

21.05 Pierre Lano (VLD): Test Aankoop heeft ook de waarheid niet in pacht.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2844/3)

Het wetsontwerp telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

De vergadering wordt gesloten om 17.55 uur.. Volgende vergadering donderdag 8 maart om 18.10 uur.